

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 29 NOVEMBRE 1977 - N° 568

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

800 emplois menacés

HERSANT : L'EMPIRE DU CHÔMAGE

«S'il n'y avait pas de journalistes et pas d'ouvriers du Livre, les éditeurs de journaux seraient heureux...» Voici les conceptions de R. Hersant, patron d'un empire de presse qui a étendu ses griffes sur 13 quotidiens et une dizaine d'hebdomadaires.

Depuis qu'il a racheté, il y a deux ans, *Le Figaro* et *France-Soir*, Hersant a fait le vide : 1 600 emplois ont été supprimés. Aujourd'hui, c'est pratiquement la liquidation des ouvriers : sur les 800 imprimeurs qui restaient, 600 vont être jetés dehors !

Face à cette nouvelle attaque d'ampleur contre les travailleurs du Livre, l'accord-cadre signé entre les patrons de Presse et la FFTL, et qui prévoyait pourtant licenciements et reclassements, ne pèse pas lourd. Après la démobilité qu'elle a ainsi créée et à quelques mois des élections, la FFTL ne propose aucun axe de lutte.

(Lire page 8)

Tentative de paix séparée au Moyen-Orient

L'OLP: NON A LA RÉUNION DU CAIRE

Bégin, seul à avoir accepté l'invitation

Dans son discours appelé à une conférence au Caire pour tenté de justifier sa visite en Israël. Il a

licité des attaques du président égyptien contre l'OLP, est le seul à avoir accepté l'invitation du président égyptien. Ainsi, quoi qu'en dise Sadate, c'est bien vers un processus de paix séparée qu'il s'achemine.

Lundi, aucun pays arabe n'avait accepté la proposition de Sadate. En revanche, un sommet des pays hostiles à son projet doit se réunir à Tripoli ; l'OLP devrait y participer. Plusieurs maires de Cisjordanie ont refusé de répondre à l'invitation de Sadate, se solidarissant avec l'OLP. Le représentant de l'OLP à Paris, Azzedine Kalak, tout en réaffirmant sa confiance dans le peuple égyptien, l'a mis en garde contre les complots et tentatives de division de l'impérialisme US. Il a souligné l'importance de la question de la représentativité de l'OLP.

Il a souligné que le président égyptien a ignoré l'OLP dans son discours. Pour le représentant de l'OLP, ce discours, pour l'essentiel «paraît être sur le plan politique, une invitation à M. Bégin de se rendre au Caire».

(Lire page 10)

Pour la bataille politique de 78 Pour l'alternative révolutionnaire

Plein succès du rassemblement du P.C.R.

Les milliers de participants massés dans la salle de la Mutualité pour le Rassemblement du PCRml du 27 novembre ont accueilli avec enthousiasme les perspectives ouvertes par le Parti pour la bataille politique de 78. La composition largement ouvrière de la salle, le niveau politique élevé des débats qui ont clôturé le meeting, ont apporté la preuve de la capacité du Parti à faire entrer dans la vie ses deux mots d'ordre, qui surmontaient la tribune : «Préparons-nous à la lutte, préparons l'alternative révolutionnaire !»



Voir notre compte-rendu en pages 6 et 7

Lire en page 2 le début de la publication intégrale des interventions centrales

En raison de la publication du compte-rendu du Rassemblement communiste, nous sommes contraints de remettre à demain la suite de notre reportage : «Catalogne - Pays Basque : l'Etat espagnol en procès».

Marseille

LA RIPOSTE ANTI-RACISTE



Près de deux mille personnes ont manifesté samedi à Marseille, à la suite du nouveau crime raciste perpétré par un policier dans cette ville. Les manifestants ont dénoncé le climat raciste développé contre les travailleurs immigrés et réaffirmé la nécessité de l'unité des travailleurs français et immigrés. (Lire page 5)

Révélation : Croissant battu lors de son extradition

Lire en p. 4

Xe Congrès du Syndicat de la Magistrature

Le thème de ce dixième congrès : «L'enjeu judiciaire» est quelque peu passé au second plan, derrière le débat sur le terrorisme et la défense des libertés. Une majorité s'est dégagée pour adopter une condamnation circonstanciée du terrorisme de la R.A.F. et pour réaffirmer la nécessité de lutter contre les atteintes aux libertés qui se sont amplifiées dans la dernière période.

(Lire page 11)

Fabre tous azimuts

«Nous sommes, nous radicaux de gauche, pour le dialogue tous azimuts». Cette déclaration de Robert Fabre vient illustrer les idées qui trottent derrière la tête du MRG depuis la rupture de la Gauche : pourquoi s'enfermer dans l'Union de la Gauche ? Les partis de droite se montrent évidemment satisfaits. Le PCF crie évidemment au scandale, au «virage à droite».

(Lire page 3)

MOZAMBIQUE L'INVASION RHODÉSIENNE S'AMPLIFIE

Alors même que Smith prétend s'acheminer vers un règlement au Zimbabwe en instaurant le «suffrage universel» dans un pays soumis à la terreur fasciste, il a lancé les troupes de son armée raciste dans une invasion du Mozambique : les combats continuaient encore à la fin de la semaine dernière près de Chimoio, capitale de la province centrale du Mozambique.

Cette agression sans précédent se heurte à une forte résistance des troupes du Frelimo et de la population.

INTERVENTIONS CENTRALES

du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Rassemblement communiste du 27 novembre 1977

CAMARADES,

Il y a 60 ans, la Révolution d'Octobre triomphait en Russie.

Le 25 octobre 1917, sous la direction du glorieux parti bolchevik, le prolétariat et les masses laborieuses de Russie mettaient à bas le pouvoir bourgeois et installaient le pouvoir des Soviets, le pouvoir des ouvriers et des paysans. Initiative historique d'une portée universelle. Pour la première fois au monde, les exploités imposaient de manière durable leur pouvoir contre le système de domination bourgeois. Brisant le front de l'impérialisme mondial, ils s'arrachaient à la soumission de leur propre impérialisme et traçaient la voie de l'avenir pour les prolétariats et les peuples du monde entier. Nous saluons ici cette grande Révolution, comme un événement qui pour nous aujourd'hui, est porteur d'enseignements révolutionnaires profondément actuels.

VIVE LA GRANDE RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917 !

Cette victoire grandiose, ce succès de la Révolution d'Octobre ont reposé essentiellement sur la force, la vigilance d'un mouvement de millions d'hommes. C'est bien par l'initiative créatrice des masses organisées dans les Soviets, par leur héroïsme que l'impérialisme était vaincu en Russie. C'est bien l'énergie révolutionnaire déployée par le prolétariat russe et ses alliés qui a rendu la victoire possible. La majorité écrasante du prolétariat, la majorité des masses laborieuses non prolétariennes étaient aux côtés de bolcheviks pour anéantir le pouvoir bourgeois. Sans cette mobilisation de très grande ampleur, sans ce génie populaire à l'action, jamais la Révolution n'aurait pu l'emporter. Forte de leurs organisations de masses, —le Soviet—, éclairés sur la véritable nature du pouvoir qui les opprimait, les travailleurs de la Russie de 1917 développaient une capacité d'initiative créatrice sans précédent. Face à cette force révolutionnaire, l'impérialisme qui pouvait apparaître comme un colosse invincible, révélait en réalité son caractère vulnérable. Oui, la victoire de la Révolution d'octobre, c'est la démonstration éclatante que la victoire de la Révolution repose avant tout sur la force et l'énergie révolutionnaire des masses populaires.

Quel démenti cinglant la vie a-t-elle apporté soixante ans à l'avance à ces soi-disant nouveaux philosophes, qui en réalité, ressassent des vieilleries qui n'ont rien de philosophique ! En effet, ces calomnieux de la grande Révolution d'octobre parlent en termes de «manipulation des masses» à propos de cette Révolution... Mais alors comment expliquent-ils que face à la coalition des impérialismes étrangers, face aux armées blanches réactionnaires, face aux ruines provoquées par la guerre impérialiste, un peuple ait pu mettre en échec ces ennemis et s'engager victorieusement dans l'édification d'une société socialiste ? Voilà bien qui juge sans appel leurs propos dérisoires.

Mais cette victoire constituait bien aussi le point d'aboutissement d'une préparation longue, opiniâtre. C'est seulement celle-ci qui a permis que soit mise à profit la crise révolutionnaire. Au cours de longues années de grèves, de manifestations, de mobilisations, de luttes, d'initiatives révolutionnaires, le prolétariat russe avait acquis une riche expérience. Il s'était instruit, aguerré, organisé. Il avait appris à mieux connaître ses ennemis, il avait commencé à tisser des liens avec ses alliés, notamment les paysans pauvres. Sous la direction de son parti, le parti bolchevik, par une lutte longue et implacable, il avait vaincu le réformisme, le social-chauvinisme. Ainsi, avaient pu se développer les idées révolutionnaires, en liaison avec l'expérience même des masses. Ainsi avaient pu être largement balayés l'opportunisme, les points de vue entretenant des illusions sur le pouvoir bourgeois. C'est en surmontant les épreuves, les difficultés de tous ordres, que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat russe s'est édifiée. Et c'est bien cette victoire sur l'opportunisme qui assurait la possibilité du succès de la Révolution. Et la victoire de la Révolution d'octobre repose aussi sur l'existence absolument indispensable d'un véritable parti communiste. Une fois l'acte formel nécessaire de création de ce parti effectué au début du siècle, l'immense œuvre d'édification de ce parti avait été engagée. Par une lutte idéologique et politique prolongée, s'appuyant sur l'essor révolutionnaire spontané, le parti bolchevik a su tracer la voie de la Révolution russe. S'appuyant fermement sur les principes de marxisme, il a su lier de façon créatrice la théorie révolutionnaire aux conditions concrètes de la Russie du début du siècle. Il a pu aussi éclairer l'expérience que les masses faisaient elles-mêmes, utiliser les moyens et procédés de lutte, les formes d'intervention les plus divers, selon le développement concret de la lutte des classes. Il a pu ainsi élaborer aux différents moments du processus révolutionnaire, une tactique appropriée, prenant en compte les modifications des rapports des forces entre les masses et le pouvoir oppresseur. Il a démontré ainsi avec éclat la nécessité pour tout parti communiste de s'attacher avec une très grande attention à l'analyse de la situation concrète —de développer, sur la base de la pratique, la théorie de la Révolution. A la nécessaire lutte d'idées dans les masses, le parti bolchevik a su lier la lutte d'idées dans ses propres rangs, contre les points de vue conciliateurs, contre les points de vue tendant à substituer à la Révolution la collaboration de classe, contre les points de vue figés, ne prenant pas en compte le développement du nouveau dans la réalité. C'est aussi par cette lutte politique intransigeante, contre les conceptions et points de vue erronés dans ses propres rangs que le parti bolchevik s'est renforcé, a assimilé le marxisme en profondeur. Il a pu ainsi concentrer les aspirations révolutionnaires du prolétariat et des paysans pauvres, les aspirations révolutionnaires des peuples de Russie, en faire une force unique, invincible. Ainsi, mettant à profit la faiblesse de la bourgeoisie, la plus grande précarité des alliances de classe de celle-ci, les facteurs favorables dans la situation internationale—, mobilisant intensément la classe ouvrière et les masses populaires, s'appuyant résolument sur le mouvement de masses, le parti bolchevik déclenchait l'insurrection victorieuse. Il montrait dans la pratique l'impérative nécessité, pour la prise du pouvoir par le prolétariat, de la violence révolutionnaire.

Avec la victoire de la Révolution d'octobre, s'ouvrait pour l'humanité, une nouvelle époque ; un second type de révolution mondiale commençait, la révolution mondiale socialiste prolétarienne.



Camarades,

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement ! Le début des années 70 a apporté de grandes transformations dans la situation internationale.

D'un côté la lutte des peuples contre l'impérialisme a remporté des victoires éclatantes, qui sont encore dans toutes les mémoires et qui ont marqué durablement cette période, montrant l'exemple, traçant la voie. La défaite de l'impérialisme

américain en Indochine a démontré aux yeux de tous les peuples du monde que l'impérialisme le plus puissant, peut être vaincu par le peuple d'un petit pays. Aujourd'hui suivant cette voie en Thaïlande, en Birmanie, en Afrique australe, en Palestine... les peuples mènent la lutte armée et font reculer l'impérialisme. En Amérique du Sud, en Argentine, au Brésil, au Chili, les peuples soumis à des dictatures fascistes appuyées par la superpuissance américaine refusent de vivre sous le joug de cette terreur et luttent courageusement pour faire la révolution et obtenir la liberté et l'indépendance véritable. En Europe de l'est, les peuples de Pologne, de Tchécoslovaquie, de RDA, se révoltent contre l'occupation soviétique, contre l'absence de liberté démocratique et les conditions de vie misérable qui leur sont imposées.

Progressivement, sous l'impulsion des victoires des mouvements de libération nationaux, et sous l'impulsion de la République populaire de Chine, s'est constitué au début des années 70 le mouvement des pays du Tiers-monde. Unissant des pays à régimes sociaux très différents, mais qui tous sont d'anciennes colonies de l'impérialisme, ce mouvement est avant tout un mouvement politique qui, à travers des avancées et des reculs, porte des coups contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme. Portant un coup d'arrêt au pillage de leurs richesses nationales, le mouvement de ces pays a transformé toute une série de tribunes acquises auparavant à l'impérialisme en des lieux où les crimes de l'impérialisme sont dénoncés et combattus. Tant pour la lutte des peuples d'Indochine que pour la Révolution palestinienne, que pour la lutte des peuples d'Afrique australe, le mouvement des pays du Tiers monde les a clairement soutenues et il est venu renforcer la cause de ces luttes. Certes le mouvement des pays du Tiers monde est un processus complexe qui chemine à travers des avancées et des reculs. Il n'en est qu'à ses débuts, et les victoires qu'il a remportées sont à la fois importantes et limitées. Importantes par leur signification historique, limitée parce qu'elles ne font qu'entamer les chaînes multiples par lesquelles l'impérialisme fait pression sur les pays nouvellement indépendants. Seules les classes révolutionnaires des pays du Tiers-Monde sauront faire accéder leur pays à une indépendance totale, comme l'a fait par exemple le peuple chinois par sa révolution de démocratie nouvelle et l'instauration du socialisme.

Mais en même temps que les marxistes-léninistes soutiennent sans réserve et complètement la lutte que, dans différents pays du Tiers monde, le peuple mène contre les classes dominantes qui les exploitent et les répriment, on ne saurait rester aveugle devant la signification historique du mouvement d'ensemble des pays du Tiers monde qui par ses manifestations et par son activité, porte des coups réels à l'impérialisme, et soutient la lutte de tous les peuples du monde.

C'est pourquoi nous estimons profondément juste et nous faisons nôtre la thèse du président Mao Tsé-toung formulée en 1974 sur la division en trois mondes du Monde actuel, et sur le rôle du mouvement des peuples du Tiers-Monde.

L'autre grand trait de la situation internationale depuis le début des années 70, c'est l'apparition de nouveaux clivages entre les différents pays impérialistes avec l'arrivée d'une nouvelle superpuissance, le social-impérialisme soviétique. Faisant déjà peser son joug sur les pays d'Europe de l'est, Brejnev depuis dix ans a étendu les tentacules de l'URSS dans toutes les directions du monde, sur terre et sur mer, particulièrement dans le sous-continent indien, en Afrique et au Moyen-orient. L'URSS, profitant de son passé socialiste, essaie de passer pour un ami des peuples, s'infiltre dans ces régions, y installe ses hommes, ses bases et, sous couvert de remboursement des services rendus, commence à exploiter les peuples de ces pays. En Europe, point clé de sa rivalité avec les USA, l'URSS joue sur deux tableaux : par les conférences et les discours sur la détente, elle essaie de désarmer la vigilance des peuples, mais en même temps elle s'arme à outrance, en multipliant les manœuvres aux frontières et en pointant ses canons et ses avions sur l'Europe de l'ouest. Aujourd'hui, la rivalité pour l'hégémonie sur le monde oppose l'URSS et les USA, les autres impérialismes, tout en exploitant les peuples du Tiers-monde, ne pouvant rivaliser avec les deux super-puissances. Mais bien que les USA, défaits en Indochine manœuvrent en recul, et que l'URSS soit un nouvel impérialisme plus dangereux parce que les peuples n'en ont pas encore fait largement l'expérience, le social-impérialisme est un colosse aux pieds d'argile, voué à la défaite. Profondément miné par ses contradictions internes, l'impérialisme soviétique, frappé lui aussi par la crise, ne sait comment réduire l'opposition démocratique qui se développe malgré la répression, en URSS et dans les pays qu'il occupe. Et les récentes décisions de la Somalie qui vient de mettre à la porte l'armée de conseillers cubains et soviétiques incrustés dans le pays depuis huit ans, prouve que les pays du Tiers-monde commencent à faire l'expérience de la nature exacte du nouvel impérialisme soviétique. Aussi en même temps que les facteurs de guerre se développent, et que les USA et l'URSS se préparent à un affrontement armé, la vigilance des peuples et les facteurs de révolution se développent simultanément. Brejnev-Carter préparent la guerre, préparons la révolution !

C'est cette situation internationale qui détermine pour une part importante l'aiguïsement de la crise politique dans notre pays. Parce que l'impérialisme français est un impérialisme secondaire confronté à la fois au mouvement des pays du Tiers monde et à la pression des deux super-puissances, il ne peut trouver de répit à l'extérieur pour alléger ses difficultés internes. En retour, tout événement international se répercute aussitôt sur la situation intérieure, aggravant les difficultés du chef de file de l'impérialisme français.

Quand Giscard refuse de recevoir Amalrik ou de poser devant Brejnev le problème des dissidents, il montre devant tous les travailleurs qu'il s'incline devant des pressions soviétiques.

Quand le ministre des affaires étrangères de Giscard se fait tancer publiquement en Tanzanie, et doit reprendre l'avion sous les slogans d'une manifestation demandant des comptes à la France sur l'aide fournie à Prétoria, il étale publiquement le nouveau rapport de forces entre l'impérialisme français et les pays du Tiers-Monde.

Quand Giscard, au mépris des droits élémentaires, expulse l'avocat Klaus Croissant, il montre publiquement aux travailleurs qui commandent en Europe, quels sont les véritables rapports de forces dans l'Europe des neuf.

Affaibli sur la scène internationale, affaibli sur la scène intérieure, l'impérialisme français en est conduit à tenter d'engager notre pays dans de dangereuses aventures, que nous dénonçons et combattons. Nous combattons toute concession faite à l'impérialisme US ou au social-impérialisme soviétique qui constituerait une menace contre l'indépendance nationale de notre pays. Nous dénonçons la convention anti-terroriste européenne, véritable machine de guerre qui donne le droit à l'Allemagne, à ses policiers et aux suicidéurs de Stammheim, d'intervenir dans notre pays, et qui vise, au-delà des terroristes, toute activité révolutionnaire contestant le pouvoir bourgeois dans un des neuf pays européens. Nous dénonçons résolument l'intervention française camouflée, aux côtés du Maroc et de la Mauritanie contre la lutte du peuple sahraoui ; nous réclamons le retrait immédiat du personnel français stationné dans ces deux pays, ainsi que l'arrêt de toute aide militaire à l'agression maroco-mauritanienne.

Nous publierons demain la suite de cette intervention

La campagne du «Parti des Pauvres» reprend au PCF

DES ARGUMENTS MÉPRISANTS POUR LES MASSES

● La vigueur de l'offensive du PCF contre le «tournant à droite» de Mitterrand ne se dément pas. D'éditoriaux de Leroy en déclarations de Fiterman, pas un jour ne se passe sans que de nouvelles accusations ou de nouvelles «preuves» ne soient apportées de ce qui serait une évolution du parti socialiste. Quand on veut accuser quelqu'un de virer à droite, il faut soit même montrer, en parole, qu'on est «à gauche». C'est ainsi que le thème du «PCF, parti des pauvres», mis en avant lors de la première polémique fin 76, revient en force dans les propos révisionnistes.

L'*Humanité* de samedi s'est surpassée dans ce domaine, en publiant deux pages centrales destinées à l'agitation, et intitulée «Vite, il faut que ça change en 78». Le contenu de ces pages illustre bien la démarche propagandiste du PCF dans la période : d'abord une première page consacrée à une photographie de la situation des masses aujourd'hui, illustrée de photos saisissantes : une femme et ses enfants attendant l'huissier qui va venir saisir ses meubles, une chômeuse, une parmi des centaines de milliers d'autres, une femme expulsée sans ménagement par la police, un ouvrier épuisé qui s'est endormi dans son vestiaire d'usine, et en parallèle une de ces fêtes que sait s'organiser la grande bourgeoisie à coup de millions prélevés sur l'exploitation des travailleurs. Autant d'images qui suscitent la révolte et qui effectivement n'appellent que ce commentaire : Il faut que ça change...

Et puis intervient la deuxième page : le calcul d'un budget d'un couple de travailleurs si les propo-

sitions du PCF devenaient réalité : une augmentation de plus de 1 500 francs par mois au total pour le couple, moins d'impôts, moins de frais de santé, de scolarité, etc... et même plus la crainte du chômage. Cette présentation idyllique et artificielle des choses n'est agrémentée que de quelques commentaires sur les propositions du PCF, excluant évidemment la question de qui dirigera, quelle parcelle de pouvoir auront ou n'auront pas les travailleurs, et même ou en sera l'inflation la situation du franc ou celle de nos échanges extérieurs. En somme, un exposé on ne peut plus falsifié des faits.

Tout cela sous le titre «Votre vie peut changer», et c'est suivi immédiatement d'un développement intitulé «François Mitterrand dit non». Agrémenté de déclarations du PS qui se rapprochent étrangement de celle de Barre, agrémenté aussi de considération sur la social démocratie en œuvre en RFA ou en Grande Bretagne.

Ça peut changer, mais Mitterrand ne veut pas.



Le PCF : «François Mitterrand dit non».

Que reste-t-il alors ? Le PCF bien sûr ! et Marchais d'expliquer que seul son parti peut accorder aux travailleurs cette situation idyllique décrite plus haut. La boucle est bouclée avec un bulletin d'adhésion et un dessin au vitriol de Wolinski contre le PS.

On est loin des développements politiques ou économiques, loin d'une analyse politique de la situation. La démarche du PCF se situe à un autre niveau. Il s'agit pour lui de gagner un maximum de

voix, un maximum de sympathisants, un maximum de présence, principalement dans les usines, pour s'opposer au PS dans un premier temps.

Pour cela, tous les moyens sont bons, même les plus grossières, même quand la propagande mensongère et simpliste illustre bien le mépris dans lequel les révisionnistes tiennent les masses. La réflexion, le débat, le PCF n'en veut pas. C'est à coup d'argument massus qu'il entend avancer aujourd'hui.

Radicaux de Gauche

MONSIEUR 2 % OUVRE LES PORTES

« Nous sommes, nous radicaux de gauche, des gens pour le dialogue tous azimuts. Il faut que l'opinion comprenne que lorsque nous rencontrons des gens dont nous ne partageons pas l'opinion, cela ne veut pas dire que nous allons nous laisser convaincre par une opinion qui n'est pas la nôtre. (...) Il pourrait être de l'intérêt national que les responsables gouvernementaux au plus haut degré s'informent de tous les problèmes et des solutions que nous proposons. Il serait souhaitable que la France n'aborde pas cette période difficile des législatives à couteaux tirés ».

Ces quelques phrases prononcées à la fin de la semaine par Robert Fabre ressemblent à s'y méprendre à une invitation au «dialogue», lancée aux

partis de la «majorité» et au gouvernement lui-même. Ainsi, de temps en temps, au fur et à mesure que sa petite formation menace de ne plus faire suffisamment parler d'elle, le président des radicaux de gauche lance quelque opération spectaculaire. Mais ce nouveau pavé jeté dans la mare déjà bien trouble de l'Union de la gauche, s'il ne doit probablement pas entraîner immédiatement de «reclassements» politiques dans les alliances pour les élections de mars, présente quand même des allures prophétiques.

Qui, en effet, mieux que le MRG, se trouverait en position, en cas de victoire électorale des partis de gauche, de participer le premier aux diverses manœuvres auxquelles il n'est pas douteux que Giscard

se livrerait en vue d'empêcher le PCF de parvenir au gouvernement ? Ainsi, pourrait être ouverte la voie à un ralliement ultérieur du PS à une solution gouvernementale sans Marchais.

Naturellement, les différents partis ont saisi que cette «ouverture» pourrait surtout devenir significative au lendemain des élections. Lundi, L'*Humanité*, rapprochant cette déclaration des invitations de Mitterrand à «l'unité nationale», écrivait : « Chaque jour vient le confirmer : R. Fabre et F. Mitterrand ont abandonné le programme commun pour venir au secours d'une politique de gestion de la crise du grand capital que les partis de droite, seuls, ne parviennent plus à imposer aux travailleurs français ». A droite, on se montrait

prudemment satisfait ; du côté des centristes et des giscardiens surtout, qui caressent toujours secrètement le projet d'une nouvelle majorité parlementaire excluant RPR et PCF après 78. Lecanuet s'est déclaré « tout disposé à toutes les rencontres qui pourraient être productives ». Non sans ajouter aussitôt qu'il ne fallait « ni jeter le trouble dans l'opinion, ni faire rêver ». Et le giscardien Soisson a dit qu'il acceptait « un dialogue sérieux ne remettant pas en cause l'entente de la majorité ».

De tous côtés, on tient donc, en même temps qu'on prépare de futures combinaisons nouvelles, à ne pas les mettre trop ouvertement en route avant que le résultat de 78 ne soit acquis.

Strasbourg : PS réélu

L'élection cantonale partielle de Strasbourg, une des rares à se dérouler dans ces semaines d'attente pré-électorale, prenait naturellement valeur de test. Le socialiste Brunschweiler, élu en 1976 à la faveur d'une « triangulaire » l'opposant à un centriste et à un RPR, a finalement été réélu au deuxième tour dimanche, battant le candidat RPR, Grossmann, de 320 voix.

Ce qui diminue la portée de ce résultat, c'est la vivacité particulière des querelles qui animent la droite dans la circonscription : depuis les élections municipales, le député RPR Radius et d'autres personnalités de sa formation, éliminés de la mairie au profit d'un autre RPR, Grossmann, ne cessent en effet de faire preuve d'« indiscipline » à l'intérieur de leur parti. Et le candidat centriste du premier tour, Marzolf, avait pratiquement refusé d'apporter son soutien à Grossmann pour le deuxième tour.

Il reste que, alors que les partis de gauche (PS, PCF, PSU) totalisaient au premier tour 49,5 % des voix, Brunschweiler a réussi à en obtenir 53 % au deuxième, cependant qu'un plus grand nombre d'électeurs se présentaient aux urnes. Cela suppose probablement, non seulement qu'un certain nombre de voix centristes ont voté PS au deuxième tour, mais également que le report des voix du PCF, qui avait nettement reculé au premier tour, se soit correctement effectué.

Ainsi il se confirme que, pour mars prochain, les partis de gauche malgré la discordance actuelle, peuvent être amenés à passer une entente au moins électorale et que leurs électeurs seraient disposés à les suivre dans ce cas.

Sondage

Les sondages valent ce qu'ils valent. Celui que *Le Matin* vient de publier pourrait cependant avoir quelque signification. Il donne, malgré la querelle du programme commun, 50 % des intentions de vote à la gauche contre 47 % à la «majorité». Au deuxième tour, les électeurs socialistes seraient cependant moins enclins que par le passé à reporter leurs voix sur un candidat du PCF ; de même, bien que dans une moindre proportion, les électeurs du PCF vis-à-vis des candidats du PS.

Cependant, 84 % des électeurs du PCF et 72 % de ceux du PS souhaiteraient par ailleurs que les négociations sur le programme commun reprennent et aboutissent à un accord. C'est dire qu'au cas où un quelconque compromis parvient à se dégager, la discipline de vote risque à nouveau de jouer plus nettement parmi les électeurs des partis de gauche.

Atlantisme au PS

C'est Forni, député du PS appartenant à la tendance CERES, qui a été chargé par son parti de présenter un rapport devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale sur les questions de défense. On sait que généralement, le CERES prenait jusqu'ici sur ce problème, comme sur bien d'autres, des positions beaucoup plus proches du PCF que celles de la majorité du parti socialiste. Or, dans son rapport, Forni insiste cette fois sur le fait que « l'Europe occidentale, et en particulier la République Fédérale d'Allemagne, est indispensable à la sécurité de la France ». Il ajoute « Quand François Mitterrand dit « Je ne crois pas à une dissuasion nationale », c'est précisément parce qu'il croit aux alliances et qu'une dissuasion nationale n'a de sens pour lui que dès lors qu'elle s'inscrit dans un système d'alliances et de solidarité ».

Ainsi, la minorité du parti socialiste, par la voix d'un de ses représentants les plus connus, se trouve contrainte, dans les conditions de la querelle de la gauche, de faire preuve d'esprit unitaire à l'intérieur de son propre parti, y compris sur un des sujets qui s'y trouvaient les plus controversés.

Dissolution

La direction fédérale du PS a été dissoute en Côte d'Or. La majorité de ses membres (16 sur 31), favorable au courant mitterrandiste, avait en effet démissionné à la suite de la désignation pour les élections de candidats appartenant au CERES. Une nouvelle commission exécutive devra donc être réélue.

Rassembleur

Aymar Achille-Fould, député de la Gironde, a pris l'initiative de constituer dans le Sud-Ouest une « entente républicaine et radicale ». Vingt-cinq candidats de la «majorité», comprenant non seulement des centristes mais aussi des RPR, seraient déjà disposés à se présenter sous cette étiquette en mars prochain. La manœuvre vise évidemment à éviter d'essuyer localement les plâtres des contradictions qui se développent au niveau national entre les partis de droite, et à assurer ainsi de meilleures chances de réélection.



Maître Schmidlin, une des avocates de Klaus Croissant, montre la lettre où ce dernier affirme : « Je ne vais jamais mettre fin à ma vie par suicide ».

Révélation au congrès du Syndicat de la Magistrature

KLAUS CROISSANT BATTU LORS DE SON EXTRADITION

Parlant devant le Congrès du Syndicat de la Magistrature, maître Schmidlin, avocate de Klaus Croissant, a donné les précisions suivantes sur les conditions de son extradition :

« Quand on l'a emmené du Palais de Justice à la prison, ses avocats ont pu lui glisser : « Si on veut t'emmener ce soir en Allemagne, ne te laisse pas faire. Ton recours devant le Conseil d'Etat est prêt, ton pourvoi est assuré. Dis-le bien à la direction de la Santé. Hurle, appelle-

nous, débats-toi si l'on ne veut pas en tenir compte ».

Alors Klaus s'est débattu. Cinq gardiens l'ont frappé, jeté à terre, l'ont maintenu au sol avec des prises de karaté. Il a crié qu'il avait dans sa cellule son pourvoi en cassation. On l'a autorisé à aller le chercher et le sous-directeur de la prison lui en a donné le récépissé. Quand il a compris que ce pourvoi ne lui servirait à rien, il a de nouveau hurlé. Alors on l'a paralysé par une nouvelle prise et on lui a insufflé dans la bouche

un gaz lacrymogène qui l'a asphyxié. C'est ainsi qu'on a pu le jeter au fond d'une fourgonnette. Il porte encore les traces des coups dont il a été victime. Malgré cela, il vous remercie tous, il remercie le peuple français qu'il dissocie de son gouvernement ».

Maître Schmidlin précise ensuite quelles sont actuellement les conditions de détention de Croissant à Stuttgart :

« Il est à l'isolement, dans une cellule continuellement surveillée par un gardien, grâce à un large judas, et perpétuellement éclairée. On a accepté, sur sa demande, de peindre l'ampoule en bleu, mais déjà les gardiens ont gratté la plus grande partie de cette peinture. Il a également demandé qu'on cesse la surveillance pendant les quelques instants les plus intimes de la journée. Cela lui a été jusqu'à présent refusé. En proie à la haine incessante des gardiens, il craint d'être empoisonné et a supplié que sa nourriture soit surveillée ».

Quelques jours après son arrivée à la prison de Stammheim, Croissant, qui avait transmis à ses avocats français une déclaration écrite où il disait par avance qu'il ne se suiciderait jamais en prison, découvrait dans sa cellule des lames de rasoir. Voici dans quelles circonstances :

« En revenant de sa promenade d'une heure - qu'il fait au huitième étage de la prison, juste au-dessus des cellules de ses

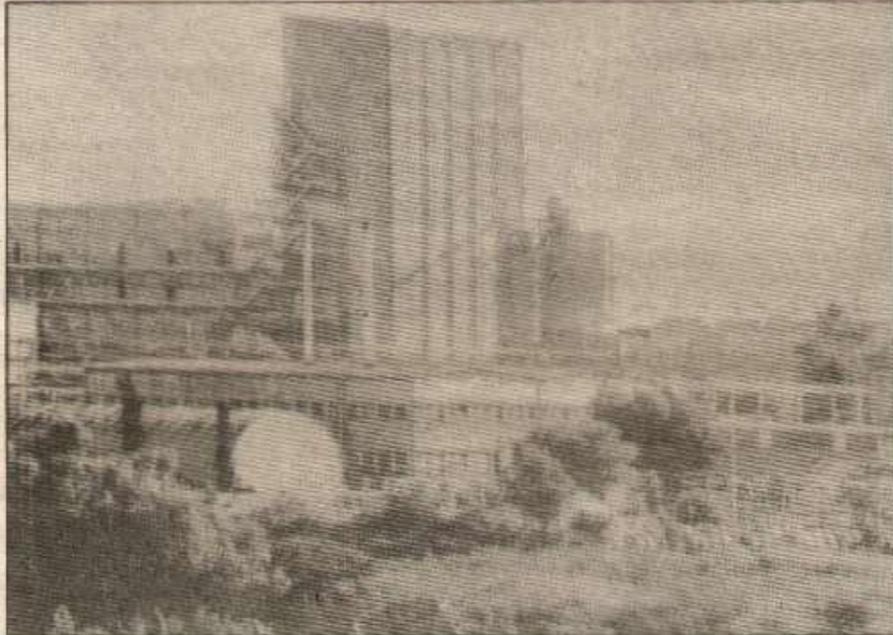
clients « suicidés », que l'on est en train de démolir sur ordre du gouvernement - il a trouvé, accrochée à la porte de l'armoire, une lame de rasoir. Il a aussitôt alerté le personnel. Dans la fouille qui a suivi, on a trouvé deux autres lames dans le placard. Ce ne sont bien entendu ni lui, ni ses avocats qui ont introduit ces lames. Klaus Croissant est en effet mis entièrement nu avant chaque visite ; on le change de vêtements ; on le remet nu après la visite et on l'habille avec d'autres vêtements. Il est continuellement provoqué, menacé de mort, poussé au suicide ».

Enfin, on se souvient que la dixième chambre d'accusation de Paris avait apporté de prétendues restrictions aux chefs d'inculpation qui pouvaient être retenus contre Croissant, de manière à limiter en apparence la gravité de la mesure d'extradition qu'elle autorisait contre lui. Naturellement, l'appareil judiciaire de Schmidt n'en tient aucun compte, comme on pouvait bien le prévoir : l'hypocrisie du jugement se trouve ainsi mise en pleine lumière :

« Le 17 novembre, un nouveau mandat d'arrêt de plusieurs pages a été décerné contre lui, comprenant de nouveaux chefs d'inculpation et ne tenant aucun compte des restrictions prononcées par le cour d'appel de Paris. Le tribunal de grande instance de Stuttgart a refusé de s'en tenir aux limites formulées par Paris ».

INFORMATIONS GENERALES

Usine Comurhex de Pierrelatte : 1^{er} juillet, 7 tonnes d'hexafluorure d'uranium, le 25 novembre une tonne...



Après l'accident de Comurhex

MANIFESTATION SAMEDI PROCHAIN A PIERRELATTE

Vendredi dernier à 8 h 55 un nuage d'hexafluorure d'uranium s'élevait au-dessus de l'usine de conversion et de raffinage d'uranium, Comurhex de Pierrelatte. D'après le CEA une tonne de ce gaz toxique se serait échappé par la cheminée d'évacuation de l'usine. Une cheminée qui ne comportait aucun des 7 filtres qui auraient pu retenir particulièrement radioactives. La dépense doit paraître trop élevée à Pechiney : chacun de ces filtres coûte 1500 F environ...

réunion d'une commission d'enquête réunissant le SCPRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants), les syndicats, les médecins et écologistes.

Ils ont demandé la publication des relevés du SCPRI et ont fait remarquer que, ni les pompiers, ni la préfecture n'avaient été prévenus de l'accident à la Comurhex et donc qu'ils ne pouvaient intervenir. C'est par la radio que les gens ont appris la gravité de l'incident...

Une manifestation est organisée samedi 3 décembre à 14 heures à Pierrelatte même pour protester contre l'insécurité à Comurhex.

La section syndicale CFDT de l'usine a publié le communiqué suivant, contresigné par le comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail.

Vendredi après midi un CHS extraordinaire réunissait les syndicalistes face à la direction de Comurhex. A la conférence de presse organisée samedi matin, par la CFDT, les écologistes et les médecins antinucléaires de la Drôme les organisateurs ont exigé que toute la vérité soit faite. Ils ont demandé la

COMMUNIQUE DE LA SECTION CFDT

« Suite à la fuite d'hexafluorure d'uranium du 25 novembre 1977 et après l'enquête des responsables CFDT. Voici les faits :

Une fuite s'est déclarée au jaugeur R 505 B suite à une rupture due à une montée en pression. Pourquoi ? L'alarme de niveau R 505 B affichait « vide » alors qu'en réalité le jaugeur était plein ! La manœuvre de mise en chauffe a donc provoqué une montée en pression qui est responsable de la rupture du joint. Donc le jaugeur était plein : capacité un mètre cube cinq.

- Nous déplorons et constatons :**
- Il n'y a eu aucun signal d'alarme à Comurhex même.
 - Les gaz se sont répandus dans tous les bâtiments attenants à la salle des jaugeurs et ensuite dans l'atmosphère à l'extérieur.
 - La fuite a duré trois quart d'heure
 - La ventilation « panique » a rejeté une grande partie des gaz par une cheminée ne comportant pas de filtre !

Contrairement aux affirmations rassurantes la fuite d'hexafluorure d'uranium présente des dangers certains pour les personnes. Libéré dans l'atmosphère humide, l'UF 6 se scinde en deux composés toxiques pour leur part propre et par réaction conjointe sur l'organisme : l'acide fluorhydrique et le fluorure d'uranyle. Ces deux corps peuvent entraîner d'emblée des brûlures et irritations mais surtout à plus long terme des lésions irréversibles des reins et des os, des cancers, leucémies ou anémies. D'accident en accident et compte tenu de la pollution quotidienne, les risques sont cumulatifs ».

QUAND L'A.J.S. DONNE DES PRÉTEXTES AU P.C.F.

Le PCF vient de distribuer un bien curieux tract dans la banlieue sud de Paris. Outre l'inévitable appel à renforcer le PCF, le sur-titre du tract est « *Le parti socialiste, main dans la main avec les gauchistes* » ! La manœuvre est habile, car faire d'une pierre deux coups, attaquer à la fois le PS pour son « virage à droite » et les « gauchistes » en reprenant ainsi un thème classique et permanent des révisionnistes est un petit exploit. L'occasion leur en a été donnée par une campagne de l'AJS, plus ou moins dissimulée derrière des « comités pour l'unité des partis de gauche », campagne articulée sur le thème « désistement réciproque PS-PC au second tour des élections législatives ». L'AJS ajoute même : Mitterrand s'est déjà engagé à ce désistement.

Que ce groupe trotskyste s'engage délibérément aux côtés du PS n'est pas d'une grande importance : son verbiage révolutionnaire ne fait plus guère illusion. Que des responsables du PS aient tenu à féliciter personnellement l'AJS pour son action ne modifie pas grand-chose non plus.

Mais la promptitude avec laquelle le PCF pratique l'amalgame, tentant de faire passer les révolutionnaires pour des suppôts du réformisme, prépare peut-être une campagne de plus grande envergure contre ceux-ci, comme en témoigne entre autre la virulence des attaques du PCF contre les révolutionnaires dans la grève du PLM. Pour le parti de Marchais, le projet de capitalisme d'Etat passe aussi par l'attaque et la calomnie contre les révolutionnaires.

Marseille : après le crime raciste de la gare Saint-Charles.

LES RÉACTIONS DE LA PRESSE : DE LA DROITE AU PCF

Le torchon raciste fascisant *Le Méridional* met tout en œuvre pour blanchir le policier, Siméoni, assassin. La campagne de ce journal qui a plusieurs fois lancé des appels presque ouverts à la «ratonnade», a pour objectif non seulement de couvrir l'assassin, mais aussi de convaincre ses lecteurs que la police nous protège en éliminant les individus dangereux, cause de l'insécurité de chacun. Et pour *Le Méridional*, chacun sait que tout individu au visage basané et en habit de travail, est obligatoirement catalogué dans les «dangereux». De plus en plus souvent le pas est vite franchi entre «dangereux» et «à abattre».

Heureusement direz-vous, *Le Méridional* n'est pas le seul journal régional, il y a aussi *Le Soir* et *Le Provençal* de Gaston Defferre, et *La Marseillaise* du PCF.

Le Provençal, *Le Soir*, et *Le Méridional* sont tirés sur les mêmes rotatives, mais le contenu des deux premiers reste toujours sensiblement différent de ce dernier. Pourtant, après l'assassinat de ce travailleur algérien, la démarcation a été très difficile, voire impossible, à saisir.

En effet, reconnaissant que ce travailleur algérien a été «abattu froidement», *Le Provençal* justifie ce crime raciste en présentant la victime comme un «forcené» ayant «un comportement dangereux», tandis que le policier assassin aurait eu «un réflexe de défense», «une réaction de protection», et aurait cédé non pas à un réflexe raciste, mais à «un réflexe qu'il est difficile de juger». Ce crime est qualifié d'«incident stupide et tragique». Ce journal n'a aucune honte à demander : «Cet incident plus que regrettable (...) pouvait-il se régler de manière plus pacifique?», tout en alimentant consciemment la campagne raciste du gouvernement sur les immigrés présentés comme des parasites et des profiteurs, en insistant à plusieurs reprises sur le fait que la victime était «un chômeur... un récidiviste, une sorte de maniaque du couteau». Pour tenter de rendre le crime moins révoltant, *Le Provençal* va jusqu'à écrire que l'arme du policier «est une arme

dissuasive et non d'intervention» (un MAB 7, 65. NDLR), comme si l'assassin n'avait pas tiré 4 fois de suite à bout portant, dans l'intention volontaire de tuer. Le journal de Defferre montre clairement le camp qu'il a choisi, en devançant la décision de justice : «D'ores et déjà il semblerait qu'elle (la justice NDLR) retienne la légitime défense, le parquet estimant la riposte proportionnelle à l'attaque». De son côté, le journal *La Marseillaise*, reproduisant la lettre de la fédération du PCF au Préfet, parle «d'un fait très grave», après avoir laissé supposer qu'il pourrait s'agir d'un crime raciste : «peut être parce qu'il s'appelait Abdelmadjid». Qu'un travailleur algérien ait été abattu est secondaire pour ce Parti, ce qui le gêne ce sont les formes et les

conditions dans lesquelles cela s'est déroulé : «Comment peut-on abattre un homme dans de telles conditions?», demande la fédération du PCF, alors que selon elle «la mission des policiers est de protéger». Les travailleurs en lutte, les militants syndicaux, les jeunes et tous les habitants des quartiers populaires savent ce qu'il en est de cette «mission de protection». Bien sûr le PCF ne peut pas totalement passer sous silence «les contrôles, les interpellations qui se multiplient et pas seulement envers les immigrés, les jeunes également font l'objet de suspicion». Mais que vaut ce constat alors que dans de nombreux quartiers le PCF tente de mobiliser la population pour exiger l'installation de nouveaux commissariats! La volonté du PCF s'éclaire lorsque, sous prétexte d'appeler à lutter contre le racisme, il appelle ses lecteurs et ses militants à «refuser de se laisser entraîner par la passion, de se laisser aveugler...». C'est d'ailleurs pour cela qu'il a refusé catégoriquement d'appeler à la manifestation organisée samedi pour «exiger la vérité et la justice sur l'assassinat d'Abdellaoui» sur les mots d'ordre : inculpation du policier meurtrier! Non au flicage et quadrillage des immigrés, non aux mesu-

res Stoléro, travailleurs français, travailleurs immigrés tous unis contre le racisme!.

Malgré ce refus de la fédération du PCF, *La Marseillaise* a été contrainte de passer l'appel à cette manifestation, même si elle l'a réduit à une quinzaine de ligne sur une colonne en page intérieure. Il est vrai que le PS, le PCF et les radicaux de gauche, étaient absents parmi toutes les très nombreuses organisations anti racistes, chrétiennes et politiques qui appelaient à cette initiative ou la soutenaient.

Bien que l'UD CGT tenue par des membres du PCF ait refusé d'appeler à cette manifestation, comme l'UD CFDT, les contradictions aiguës qui traversent le PCF, ont permis que *La Marseillaise* ne taise pas totalement la voix des syndicalistes de base, notamment ceux de la section CGT des travailleurs en formation du centre de la Treille qui ont appelé «tous les démocrates et toutes les organisations syndicales et ouvrières à dénoncer le racisme attisé par les mesures gou-gouvernementales. Aujourd'hui, plus que jamais, nous appelons à la solidarité des travailleurs».

R. RIVIERE

Marseille : manifestation contre l'assassinat raciste d'Abdellaoui

A l'appel du PRAP, de la CIMADE, de la section du SGEN CFDT du lycée nord, du comité français immigrés et de nombreuses organisations antiracistes, chrétiennes et d'extrême gauche, plus d'un millier de manifestants se sont mobilisés et rassemblés sur les escaliers de la gare St Charles dès 16 heures ce samedi. Sous un mistral glacial des ceillots rouges ont été symboliquement déposés dans le hall de la gare où 3 jours avant Abdellaoui avait été froidement assassiné de 4 balles par le policier Siméoni.

«A bas le racisme qui divise les travailleurs» scandaient côte à côte jeunes, femmes ouvriers français et immigrés derrière les banderoles de tête : «Justice, vérité pour Abdellaoui. Inculpation du policier assassin et travailleurs Français-Immigrés unis!»

Sur la Canebière, avant le vieux Port plusieurs dizaines de CRS, fusils en main et en tenue de combat ont obligé les manifestants à tourner sur le cours Belsance comme l'avaient d'ailleurs prévu les organisateurs. Cette déviation policière visait à empêcher les manifestants d'aller perturber le silence de la Préfecture ou de la mairie de Marseille.

A la suite du scandale de cet assassinat raciste, la Préfecture n'avait pas osé interdire cette manifestation. Malgré le refus du PCF de s'associer à cette manifestation plusieurs de ses militants y participaient.

Après plusieurs interventions en français et en arabe rappelant la campagne raciste, les mesures racistes de Stoléro et l'impunité des crimes racistes, les manifestants se sont dispersés à la Porte d'Aix en petits groupes pour éviter toute ratonnade policière ou de groupuscules fascistes qui n'ont pas osé montrer leur nez.

Selon l'enquête policière, Abdellaoui avait déjà été appréhendé 2 jours avant par la police, porteur du même couteau, il avait été relâché peu après alors qu'à Marseille il a purement et simplement été abattu. Ces éléments prouvant que ce travailleur algérien n'avait rien de forcené ont été utilisés pour tenter de le dépeindre sous les traits d'un «individu dangereux», «maniaque du couteau» et pour faire passer l'image raciste du travailleur immigré dangereux, alors que le danger vient des policiers de plus en plus nombreux qui quadrillent les quartiers et qui tirent par «réflexe».

Paris 14^e

1 500 MANIFESTANTS CONTRE LES EXPULSIONS

Jeudi, Chirac faisait expulser plusieurs habitants de la ZAC Guilleminet (14^e arrondissement) à la demande de la SEMIREP (Société d'économie mixte pour la rénovation du quartier plaisance). Il rompait ainsi avec la «trêve hivernale» qu'il avait promis de respecter.

Pour protester contre ce coup de force une manifestation s'est tenue samedi, convoquée par l'Atelier Populaire d'Urbanisme (premier touché par les expulsions), Vivre dans le 14^e, Groupes femmes, Paris écologie, SOS Paris, les UL CGT et CFDT et les partis de gauche.

A 15 heures les manifestants se rassemblent devant le métro Pernety, recueillant le soutien chaleureux des habitants du quartier, présents aux fenêtres et sur les trottoirs. Beaucoup rejoignirent le cortège. Après l'habituelle parade des élus PS et PC ceints de leurs écharpes tricolores, la manifestation qui rassemble 1000 à 1500 personnes, démarre avec les mots d'ordre : Non aux expulsions! Expulsons Chirac! Non aux promo-

teurs, Paris aux travailleurs!

La manifestation parcourt le quartier, ce qui permet de nombreuses discussions avec les habitants. En passant devant les immeubles où avaient été opérées les expulsions jeudi, un groupe brise les scellés.

Les manifestants arrivent vers 17 heures au carrefour Alésia Didot, limite des quartiers bourgeois du 14^e, «protégés», par les CRS depuis le début de l'après midi. Les organisateurs reprennent alors leurs banderoles, mais la moitié des manifestants veut poursuivre jusqu'aux bureaux de la SEMIREP. Quelques personnes dont certaines se réclament des «groupes autonomes» y jettent des cocktails molotov et empêchent les pompiers d'y



accéder. C'est alors que les CRS chargent violemment. Dans la bousculade deux photographes de presse sont blessés, l'un d'eux sera même hospi-

talisé.

La manifestation de samedi a marqué une large mobilisation des habitants du 14^e. Contre les brutales expulsions déclenchées par

la SEMIREP pour chasser les travailleurs de leur quartier, les habitants du 14^e sont décidés à résister.

Corresp. 14^e

SEPARATION DE SIAMOIS REUSSIE A L'HOPITAL NECKER

L'équipe animée par le professeur Pellerin, de l'hôpital des Necker enfants malades à Paris a réussi le 17 novembre dernier la séparation de deux frères siamois. Les deux enfants nés au Niger étaient reliés par le bassin et avaient en commun le sacrum, le rectum, la partie basse de la vessie et les organes génitaux. L'opération a duré quinze heures.

Le professeur Pellerin a fait observer que 25 cas d'enfants siamois avaient été enregistrés pendant les 50 dernières années.

Pour la bataille politique de 78 pour l'alternative révolutionnaire

Des échéances politiques importantes sont fixées pour 1978. Les travailleurs à qui l'on promet des changements de leur situation vont exiger des comptes. Les partis bourgeois de droite et de gauche affutent leurs armes, précisent leurs projets, s'entre-déchirent.

Mais quel projet pour les masses ? Quelle perspective, reprenant les aspirations, les revendications des travailleurs ? Le PCR m-l organisait un rassemblement dimanche à la Mutualité pour faire connaître son point de vue sur la situation, ses propositions pour 78 et en débattre largement. Après le meeting dans la grande salle, six forums se déroulaient jusque tard dans la soirée.

Les couloirs de la Mutualité n'étaient pas que des lieux de passage ce dimanche : les stands des fédérations et sections du PCR m-l et de nombreuses organisations étrangères et anti-impérialistes en avaient fait un lieu de débat et d'échanges permanents. L'Alsace et ses panneaux sur les luttes et l'activité du parti. Des photos retracent les étapes de la lutte contre la centrale nucléaire de Fessenheim, l'occupation du pylône de Heiteren. Un grand panneau parle de la lutte exemplaire des Schlumpf.

En face, les Franc-comtois. Les discussions portent surtout sur le plan de relance de Lip et la lutte du CAT de Besançon. Un ouvrier de la sidérurgie lorraine lit un tract de la fédération de Franche-Comté : « C'est intéressant de savoir votre point de vue, car nous on se demandait bien ce que ça devenait, les Lip ? ».

Vers 14 h 30, le camarade Robert Emery, membre du bureau politique du parti, qui présidait le rassemblement, présentait la tribune. A ses côtés, avaient pris place les camarades Charles Villac, membre du secrétariat politique du Parti, André Roustan, président-fondateur du PCR m-l, des camarades ouvriers et employés de toutes les régions de France : textile du Nord, métallurgie de Fos et de la région parisienne, Bourgogne-Electronique de Dijon, de Berliet Vézissieux, et des camarades femmes... Une délégation de la ZANU, conduite par le camarade Frédéric Shava, représentant en chef de la ZANU en Europe de l'Ouest, prenait également place à la tribune, chaleureusement acclamée.

D'emblée, la première intervention donnait le ton du rassemblement, d'un haut niveau politique : une camarade de Bourgogne-

Electronique expliquait de quelle manière le PCF avait tenté d'utiliser les travailleurs et les syndicalistes de son usine pour appuyer son projet de nationalisation de la Thomson face au PS. Mais il a trouvé à qui parler. « Qu'est-ce que c'est que cette gestion soi-disant démocratique qu'il veut nous imposer ? » questionnent les syndicalistes de B.E.; et avec eux les ouvrières. « En quoi pourrions-nous plus décider que maintenant ? Pourrions-nous même dire notre mot ? Si c'est pour reproduire ce qu'on connaît déjà dans la CGT ou ceux qui ne sont pas d'accord avec le PCF ne peuvent pas s'exprimer, on ne marche pas ! »

Un camarade de l'UCJR vint ensuite dénoncer vigoureusement la situation qui est faite aux jeunes dans cette société. Les 700 000 jeunes en chômage, les mesures bidon qui ne servent qu'à « dégonfler » les statistiques, les

PLEIN SUCCES DU RASSEMBLEMENT DU P.C.R.m.l

campagnes haineuses contre les jeunes... voilà le sort que la bourgeoisie réserve à la jeunesse. « Tout est fait pour nous diviser, pour nous soumettre à la résignation ». Mais les jeunes refusent cet état de choses ; la jeunesse lutte : dans les lycées, dans les CET, contre le chômage... Ces luttes, l'UCJR les soutient, y participe activement, les impulse. Mais au-delà, pour en finir avec cette société de misère qui n'offre comme perspective aux jeunes que le chômage et la répression, l'UCJR appelle la jeunesse à se mobiliser, à rejoindre les rangs de la révolution.

« Près de 700 000 femmes sont au chômage aujourd'hui et la moitié ont moins de 25 ans. C'est par cette accusation accablante pour la bourgeoisie que Nicole, camarade employée à Paris, commence son intervention. C'est un réquisitoire implacable qu'elle dresse contre cette société qui opprime les

femmes travailleuses encore plus que les hommes, contre cette bourgeoisie qui leur conteste le droit de participer à la production, à la lutte de classes, qui veut les maintenir dans une situation de « femmes-objets sexuels », qui leur refuse le droit d'avoir les enfants qu'elles veulent, quand elles le veulent. Les femmes ne se résignent plus : elles ont engagé depuis plusieurs années de nombreuses luttes et ont remporté des succès ; elles ont montré leur capacité de lutte, souvent aux côtés de leurs maris comme à Dubigeon. Dans cette voie, les femmes du peuple rencontrent en travers de leur route les partis de gauche. Nicole dénonce le mépris d'un Mitterrand qui déclarait récemment : « Les femmes sortent de la pré-histoire, elle n'en sont qu'au Moyen Age ». Dans le PCF vis-à-vis des femmes, c'est le comportement réactionnaire qui domine. Ainsi est rappelée la brutalité avec laquelle le

S.O. de la CGT expulsa les cortèges femmes de la manifestation du 1er Mai 76 sous une pluie d'insultes des plus réactionnaires.

Toutes ces interventions, tous ces témoignages sont chaleureusement applaudis ; la dernière particulièrement lorsqu'elle se termine par cette affirmation, ce mot d'ordre qui s'est imposé maintenant dans les manifestations : « Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes. »

Puis, les interventions centrales vont bientôt être prononcées. Dans la salle déjà comble, entre encore beaucoup de monde qui se presse debout dans le fond. Le silence se fait, l'attention est grande. Le camarade Marc André, membre du secrétariat politique du Parti, prononce la première : en ce sixième anniversaire de la révolution d'octobre, quels enseignements pouvons-nous tirer de cette expérience du peuple russe ? Le rôle

des masses, leur force consciente, toute entière engagée, tendue vers un but unique : la destruction de la vieille société, du vieil Etat bourgeois. La nécessité du parti, état-major de la révolution guidé et éducateur des masses, qui sait mener la lutte idéologique, à l'extérieur et dans ses propres rangs. Ce sont là des enseignements permanents extrêmement riches pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

La Révolution d'Octobre a ouvert une époque nouvelle. Les luttes de libération nationale se sont développées avec vigueur. En Indochine où elles ont abouti à la victoire ; aujourd'hui, elles continuent de se développer en Birmanie, en Thaïlande, en Palestine, Sahara Occidental... Parallèlement, et sous l'impulsion de ces luttes, le mouvement des pays du Tiers-Monde s'est constitué en force politique. « Il s'agit d'un processus long et complexe, qui n'en n'est qu'à ses débuts. Seules les classes révolutionnaires des pays du Tiers-Monde sauront faire accéder leur pays à une indépendance totale, comme l'a fait par exemple le peuple chinois par sa révolution de démocratie nouvelle et l'instauration du socialisme. »

Mais on même temps que les marxistes-léninistes soutiennent sans réserve et concrètement la lutte que, dans différents pays du Tiers-Monde, le peuple mène contre les classes dominantes qui les exploitent et les répriment, on ne saurait rester aveugle devant la signification historique du mouvement d'ensemble des pays du Tiers-Monde qui, par ses manifestations, par son activité, porte des coups réels à l'impérialisme, et soutient la lutte de tous les peuples du monde. C'est pourquoi nous estimons profondément juste et nous faisons nôtre la thèse du président Mao Tsé-toung formulée en 1974 sur la division en trois mondes du Monde actuel, et sur le rôle du mouvement des peuples du Tiers-Monde ».

La dénonciation de l'impérialisme français, en particulier la dénonciation des menaces d'agression ouverte de l'impérialisme français contre le peuple sahraoui, la dénonciation de la scandaleuse extradition de Klaus Croissant, furent particulièrement applaudis.

Synthétisant les éléments apportés par les différents témoignages, la 1ère intervention centrale

brosse le tableau de la situation catastrophique des masses populaires : chômage, bas salaires, répression, mesures contre les jeunes, les immigrés... Face à cette situation, la droite est inquiète ; comment pourra-t-elle s'opposer après 78 aux mouvements des travailleurs qui ne manqueront pas d'éclater ? Même s'ils sont d'accord sur le fond, les partis bourgeois de droite divergent sur la stratégie à suivre : Giscard mise ouvertement sur une cassure profonde de la gauche pour constituer une nouvelle majorité englobant le PS, et Chirac prépare le terrain pour un « pouvoir fort » aux relents fascistes.

Dans la salle, l'attention ne se relâche pas. L'intérêt pour les analyses, les propositions du Parti est manifeste. Aujourd'hui on est venu d'abord écouter le point de vue du Parti sur la situation, débattre des propositions pour 78.

A la tribune, le camarade Charles Villac (membre du secrétariat politique du Parti) a succédé au camarade Marc André. Il prononce la 2ème intervention centrale, qui débute par l'analyse de la situation de la gauche. Il est temps de dévoiler la supercherie des marchands d'illusions. Mitterrand tourne à droite. Ce n'est pas d'aujourd'hui ; il ne fait que cela. A plusieurs reprises depuis 72, Mitterrand s'est ouvertement affiché avec la droite. Et Marchais n'a rien dit ! Alors pourquoi cette cassure aujourd'hui ?

Charles Villac examine alors successivement comment le PCF a été amené à se forger progressivement son projet propre, différent du projet traditionnel des sociaux-démocrates, de gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie en place : la place importante que jouent les nationalisations dans ce projet ; les moyens, les conditions que le PCF essaie de rassembler pour mettre en place ce projet. Et les dangers que recèle ce projet pour les travailleurs, leurs luttes, leurs droits.

Quelles sont les tâches des communistes dans cette situation ? Comment prendront-ils leur place dans la bataille politique qui commence ? Le camarade Villac insistait sur les dangers qui seront présents pour les masses au lendemain de 78 : les tentatives du PCF pour s'emparer du pouvoir et instaurer le capitalisme d'Etat ; et d'autre part en réaction, les projets d'aventure de la droite la plus

réactionnaire autour d'un Chirac pour l'instauration d'un « pouvoir fort ». La seule force capable de s'opposer à ces deux dangers qui vont de pair, c'est l'union de toutes les forces qui refusent de s'en remettre à la gauche pour combattre la droite, c'est la constitution d'un large front de lutte basé sur les aspirations et les revendications des masses populaires.

Dans ce front, auront leur place les franges les plus conscientes des travailleurs qui rejettent la gauche, les syndicalistes qui ne veulent pas servir de masse de manœuvre aux partis bourgeois de droite et de gauche, les écologistes, les femmes, les paysans... Il sera nécessaire de partir de la démarche d'union, progressivement et patiemment.

Pour avancer dans cette voie, les communistes ont élaboré un ensemble de propositions qu'ils entendent soumettre au débat le plus large, à la confrontation de points de vue la plus étendue et la plus profonde possible avec toutes les forces, tous les travailleurs qui veulent s'engager dans la construction d'un tel front pour élaborer ensemble une plate-forme de front. Le camarade Villac exposait dans son intervention les grandes lignes de ces propositions communistes :

Le parti révolutionnaire ne peut limiter son action à une tâche de front, aussi importante soit-elle. Il est de son devoir de propager en même temps les idées du socialisme, de la révolution, de mener une lutte idéologique et politique active contre le révisionnisme, d'avancer hardiment l'alternative révolutionnaire : le socialisme que nous voulons, cette société qui sera l'œuvre des masses elles-mêmes et dans laquelle le parti se battra pour que « la politique devienne l'affaire des masses ».

C'est en se battant sur ces propositions que le PCR présentera des candidats aux élections. « Ces candidats », dit le camarade Villac, « les voici ! ». Dans les premiers rangs, une trentaine de camarades se lèvent ; les premiers candidats de la centaine que présentera le PCR. Ils montent en groupe derrière la tribune, portés par les acclamations et les mots d'ordre : « Une seule solution, la révolution », scandé la salle, debout. Qui sont-ils, ces candidats ? Des ouvriers du textile du Nord, des métalliers du Midi et de la Région Parisienne, des employés... Tout en combattant les illusions



Lors d'un des forums : participation active et grande attention.

électorales, ils représenteront le parti, son projet socialiste, ses propositions communistes dans la bataille de 78.

« Dans un souci d'unité, indique le camarade Villac, le candidat de notre parti se désistara là où interviendra une candidature représentant authentiquement le mouvement de masse. En ce qui nous concerne, pour le second tour, c'est l'examen concret de la situation qui nous permettra de trancher. En effet, c'est l'analyse concrète et le développement du mouvement de masse et de l'état de division de la gauche qui permettra de nous situer. Pour une consultation démocratique près de chacune des cellules de notre parti, et plus largement aussi des travailleurs, nous prendrons position courant Janvier ».

Le camarade Villac clôturait son intervention en appelant à la mobilisation, à rejoindre le combat des communistes pour la société socialiste. Les applaudissements et les mots d'ordre alternaient, puis une vibrante Internationale, chantée debout, point levé, concluait cette partie du rassemblement.

Après les interventions centrales, il devient quasiment impossible de s'approcher des stands dans les couloirs. A la Fédération de Paris, un montage diapos parle du Paris des travailleurs, du Paris des luttes, celui qu'on ne montre pas aux touristes de passage.

Chez les Nantais, un film vidéo réalisé par les habitants du Pellemont montre une lutte contre le projet d'une centrale nucléaire ; le rôle des paysans dans la lutte est abondamment discuté

La partie internationale du meeting a montré qu'un lien étroit unit la lutte pour la réalisation du socialisme en France avec les luttes et les combats des peuples du monde. A travers le témoignage d'un camarade de la délégation du Quotidien du Peuple en Chine qui avait visité T'aking, avec l'expérience enthousiasmante qui est en œuvre dans ce vaste complexe pétrolier, une réflexion sur les moyens par lesquels s'édifiait le socialisme était engagée « C'est en fondant leur travail sur une attitude scientifique qu'ils ont pu remporter une série de victoires » soulignait le témoignage. Il montrait comment était prise en main la solution des contradictions entre les hommes et les femmes, les villes et les campagnes, comment enfin les hommes et les femmes de T'aking avaient pu prendre en main leur destin et exercer réellement le pouvoir.

En Equateur, la dictature assassine les travailleurs en grève et leur famille. Un camarade lira un témoignage sur la sucrerie Aztra où 120 ouvriers ont été massacrés et 200 autres blessés.

Puis les combattants du Zimbabwe et de Palestine prenaient la parole. Le représentant de la ZANU dressait un tableau d'ensemble de la lutte de son peuple, dans lequel il montrait la justesse de l'affirmation de la ZANU « Nous sommes nos propres libérateurs ». Il conclut : « La guerre du peuple doit réussir et réussira... parce que... notre cause est juste et que nous avons la volonté de vaincre ».

Dans son message, le forum de l'ULF examinait les rapports de forces

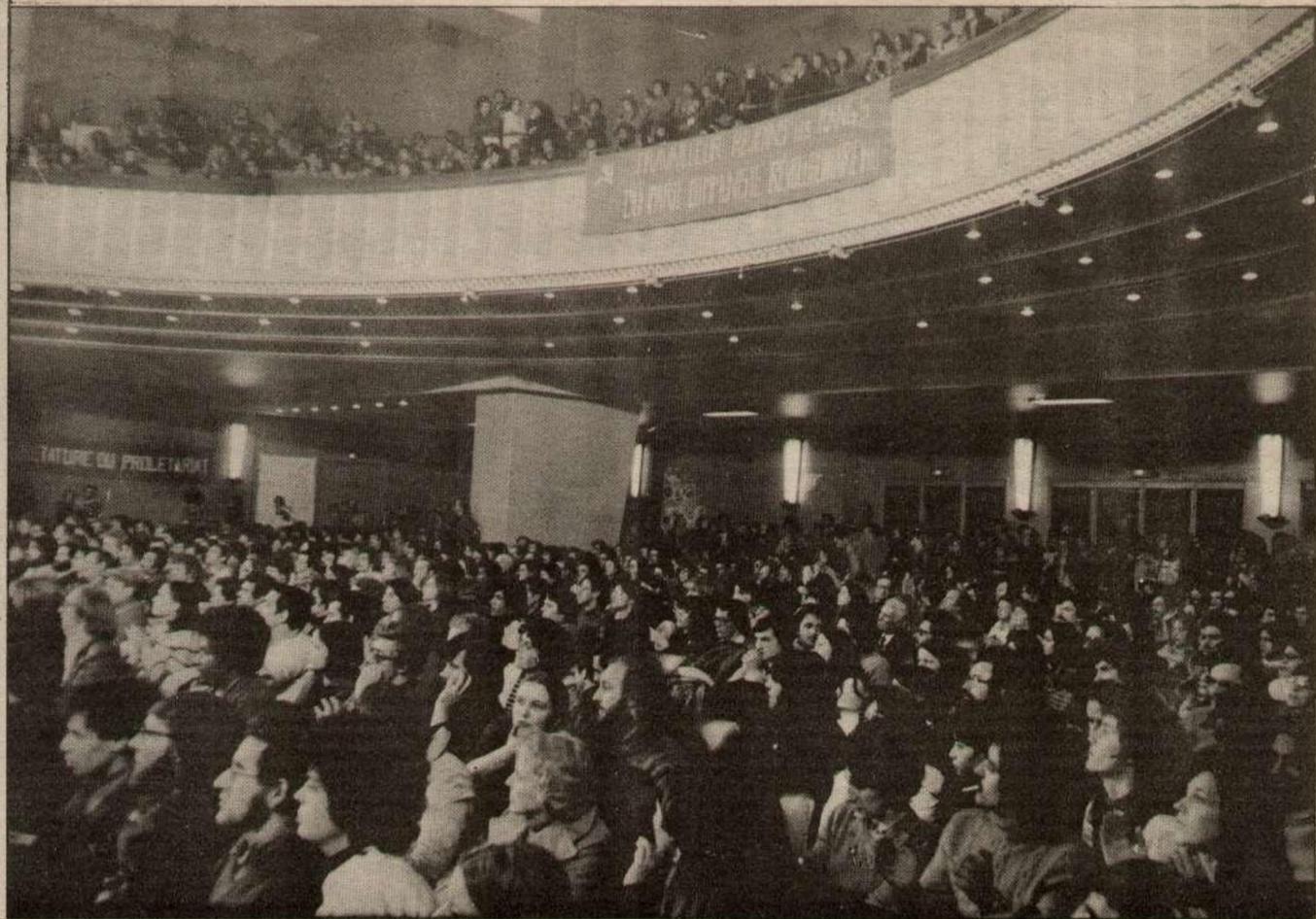
au sein du monde arabe qui avaient conduit à la visite de Sadate en Israël. Il soulignait « Pour le peuple palestinien, le refus de cette visite n'est pas une simple opposition verbale... Il en va de son existence, de ses droits nationaux... Il n'y a qu'un règlement juste : 1°) la réalisation des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien... 2°) la libération de tous les territoires arabes occupés ».

« Vive la lutte du peuple de Zimbabwe », « Palestine vaincra » : les mots d'ordre enthousiastes qui ont salué ces interventions succédaient à la profonde attention apportée aux explications des représentants des peuples ; ils montraient la profonde conviction que ces propositions étaient venues renforcer : les plus proches alliés du prolétariat dans sa lutte, sont les peuples du monde, dressés les armes à la main pour leur libération.

Après la fin du meeting dans la grande salle, des chanteurs progressistes africains et arabes, Akendengué et Fawzi Al-Aiedy, assurant la partie artistique du rassemblement.

Pendant ce temps, dans les étages de la Mutualité, les salles étaient pleines à craquer : la série des forums avait commencé. Des débats riches, d'un haut niveau politique, se sont déroulés toute la soirée. Nous en rendons compte dans nos prochaines éditions.

Les participants au rassemblement repartiront avec en tête l'apprêt de la lutte à mener mais aussi l'enthousiasme des propositions de lutte pour les échéances de 78 et au-delà pour cette société socialiste que nous voulons.



LUTTES OUVRIERES

Entre les journées du 16 novembre et du 1^{er} décembre

LA FÉDÉRATION CGT TIRE SON BILAN... LES POSTIERS LE LEUR !

● Une participation très faible : 50 000 à 60 000 postiers en grève, selon les chiffres. C'est peu sur près de 200 000 agents du service général concerné, cela ne fait guère que 25 à 30 % de grévistes, Messieurs les pourfendeurs de «grèves minoritaires».

On a beau dire que c'était une puissante grève, on est quand même obligé de donner une liste (exhaustive ?) de pourcentages. L'air de dire, vous voyez, il y en a quand même qui ont fait grève. Ainsi, on apprend qu'à Mauléon téléphone, 100 % La Voute 57 %, Beaupréau 90 % (c'est grand, le bureau de Beaupréau ?), par contre regardons les résultats de Paris, là où sont concentrés une grande partie des postiers de 40 à 60% dans les bureaux de postes (ils ne sont pas tous cités) les centres de tri : Nord :

43 à 66 %, St Lazare 35 à 70%, Austerlitz 40 à 55 %, les Chèques : 35 %. Et Clignancourt ?, et Créteil ? et Nanterre ? Peu de CTA de banlieue sont cités. Fait sans précédent pour un bilan diffusé par la fédé CGT des PTT : Beaucoup de chiffres peu de texte. C'est significatif ! Le peu de texte en question est consacré à une attaque contre FO et d'autre part contre les «gauchistes» : «La grève aurait été un succès, malgré l'attaque généralisée des gauchistes de toutes obédiences (tous jours jaunes !), et contre

les syndicalistes CFDT : «malgré l'attitude hostile de nombreux syndicats et sections CFDT (en région parisienne notamment, mais pas seulement...) désavouant leur fédération».

POUR QUOI FAIRE ?

Au fait, pourquoi une telle grève ? Peut être pour montrer qu'on avait de l'imagination et que, plutôt que d'affronter le plan Barre qui bloque les salaires, on pouvait mobiliser les quelques postiers qui sont attachés à la défense étroite de leur catégorie, à leur avancement ?

Peut être aussi pour faire apparaître la journée du 1^{er} décembre comme la coordination de grèves telles que celles du 16 nov. («C'est la multiplication

et le développement des actions dans tous les secteurs qui permet à un moment donné de les coordonner pour en faire de grandes journées telles le 24 mai et le 1^{er} décembre en préparation». (CGT Paris Chèques).

«UNE BONNE GREVE» POUR QUI ?

Une fois de plus, le bilan de cette journée d'action est le même que celui de bien des précédentes : c'était une «bonne grève» même si cette fois-ci, cela correspondait encore moins à la réalité. Mais les postiers refusent de plus en plus de faire des «bonnes grèves» qui n'apportent rien, sur aucun plan. Pour cette grève du 16 novembre, ce qui ren-

force son caractère bidon, c'est que dans les tracts de bilan fédéraux ou syndicaux (CGT), il n'est nulle part fait mention de négociations, de perspectives nouvelles de lutte, ni même réaffirmé les revendications (c'est inutile de rappeler qu'on n'a rien obtenu).

Cette notion de «bonne grève» devient franchement ridicule dans le cas de la journée du 16.

L'OPINION PUBLIQUE A BON DOS

Peut être que la fédération CGT préfère les «bonnes grèves» comme celle-là, parce qu'elle s'oppose à la fébrilité de ceux qui manient à tort et à travers les mots d'ordre de grève illimitée et qui se

moquent éperdument des réactions de l'opinion envers le combat de la classe ouvrière ? (CGT-PLM).

Au fait ! Les grévistes de 74 étaient-ils si mal vus, alors que des cheminots et autres aspiraient à rejoindre le mouvement. Ne seraient-ce pas les journées d'action qui nuisent à l'image qu'ont les travailleurs. S'il fait journée d'action sur journée d'action, sans victoires, sans perspectives. Certains en arrivent à dire : Les postiers ? toujours en grève...

Allons messieurs Frischmann ou Le Beller, vous manquez d'arguments un peu plus convaincants pour nous faire attendre dans le calme la venue de la gauche au gouvernement !

Corr. PTT

PLM (Centre de tri) Minvielle licencié

«La direction l'a licencié une fois, les directions syndicales une deuxième fois»

Samedi après-midi, quand on apprit que Minvielle était effectivement licencié, la colère de plusieurs postiers éclata. «Au suivant !» dit l'un, «la direction l'a licencié une fois, les directions syndicales l'ont licencié une seconde fois en ne faisant rien».

En effet, depuis le 9 novembre, pas une A.G. dans aucune brigade du PLM ne s'est tenue, alors qu'avec la grève du 16 ou la préparation du 1^{er} décembre, les «occasions» n'avaient pas manqué. Jeudi après-midi, sous la pression des travailleurs, les directions syndicales ont demandé et reçu l'autorisation de faire une A.G. avec pauses unifiées. Prétendant que le directeur avait demandé que «seuls les postiers de la brigade B y participent», les directions des syndicats ont fait savoir qu'elles annulaient leur demande et qu'elles ne tiendraient pas l'AG ! Alors draient pas l'AG ! Alors qu'ils savaient que le dossier de Minvielle passait le lendemain vendredi en conseil de discipline !

Aussi, pendant le week-end, les postiers présents discutaient de la suite de la lutte, des initiatives à prendre. Pendant la semaine précédente, malgré l'interdiction de l'administration,

Minvielle était venu manger à la cantine, avec un panneau dénonçant l'inertie des syndicats sur son licenciement, pour prévenir les autres brigades de jour. «Ne serait-il pas bon qu'il revienne travailler comme un vacataire l'a fait à Créteil, demandent des postiers, il faudrait que toute la brigade réagisse pour le défendre, même s'il est licencié».

Malgré tous leurs tracts insultant les postiers combattifs, malgré leur intense propagande et leur volonté de diviser les postiers entre brigades, les gens du PCF et du CERES n'ont pas osé prendre la parole devant les travailleurs. Actuellement, profitant de leur titre de délégués, ils utilisent le syndicat et jouent sur le temps pour classer l'affaire. A nous, postiers, de trouver les moyens de garder cette grande unité qui s'est dégagée au cours de la lutte, à nous de faire en sorte que les acquis de cette détermination ne tombent pas, à nous d'arriver à organiser et élargir une alternative massive face à la tactique de ces partis bourgeois. C'est la question que nous devons résoudre avec les postiers actuellement au PLM.

Correspondant PLM

HERSANT VEUT LICENCIER LES 3/4 DE SON PERSONNEL

Aucune proposition de la F.F.T.L.

● Robert Hersant, c'est une dizaine de titres de quotidiens, et bien autant d'hebdomadaires et bi-hebdomadaires. Depuis peu, il a acquis *Le Figaro* et *France Soir*, il est désormais propriétaire du plus important groupe de presse français. Il vient d'annoncer un plan de restructuration pour *France Soir* et *Le Figaro*, supprimant les trois quarts du personnel. Les deux imprimeries parisiennes, l'éclatement des services administratifs, et le regroupement dans une imprimerie offset du tirage parisien du *Figaro* et de *France Soir*.

QUELLE BATAILLE ?

Depuis plusieurs jours, la F.F.T.L. diffuse à des centaines de milliers d'exemplaires un tract-journal sur les licenciements chez Hersant. On chercherait en vain un appel à la riposte, pourtant nécessaire dans tout le Livre face à l'ampleur des licenciements prévus par le plan Lecat. Les seules solutions proposées sont des solutions d'ensemble, de type revendicatif et économique sans prise aucune sur la situation actuelle. Ce qui apparaît, c'est simplement qu'il faut attendre de fait qu'un gouvernement de gauche applique toutes ces mesures, qui ne remettent d'ailleurs pas en cause les licenciements : la direction F.F.T.L. demande simplement que la modernisation se fasse d'une manière progressive afin d'étaler dans le temps ses répercussions sur l'emploi, l'extension de la «pré-retraite à 54 ans pour toutes les catégories couvrant la période de modernisation»... Aujourd'hui, elle ne parle plus de «la grande victoire» que constituait selon elle la signature de l'accord-cadre. Cet accord prévoyait une planification des licen-

ciements, c'est cela qu'avait voulu la F.F.T.L. Mais à peine l'encre de cet accord était-elle sèche que les patrons de presse le faisaient voler en éclats, en licenciant par centaines. Pour la direction de la F.F.T.L., qui n'est pas prête à assumer un deuxième conflit style *Parisien Libéré*, cet accord aura désamorcé l'inquiétude et la combativité des ouvriers du Livre, à qui on répétait qu'il n'y aurait pas de licenciements, ou du moins, pas de licenciements «sauvages».

Aujourd'hui, face aux 800 licenciements chez Hersant, pas de proposition de lutte. Attendre l'arrivée de la gauche au pouvoir ? D'une part, le plus gros du mal sera fait, et d'autre part, la gauche n'aura pas de politique foncièrement différente sur la question de la modernisation de l'imprimerie. Tout au plus s'efforcera-t-elle de faire les choses plus en douceur. Au bout du compte, le résultat sera le même, mais la lutte contre les licenciements plus difficile à mener.

Il y a deux ans, la direction de *France Soir* décidait 400 licenciements, sous prétexte de donner

un nouvel essor à l'entreprise. Un an après, Hersant rachetait *France Soir*, et chassait 250 journalistes, 200 ouvriers et une centaine d'employés.

procédés demandaient des effectifs de plusieurs centaines d'ouvriers, la photo-composition et l'offset, avec en plus les procédés de fac similé, ne deman-



Au *Figaro*, depuis l'arrivée d'Hersant, 110 journalistes et employés ont été mis dehors, et 235 ouvriers.

Cela, rien qu'à Paris. En province, les regroupements ont entraîné également de nombreux licenciements. Au total, c'est environ 1 600 emplois qui ont été supprimés. Aujourd'hui, avec ce nouveau plan, c'est 800 licenciements supplémentaires en perspective.

une profession en voie de disparition

Avec l'introduction des nouveaux procédés qui se mettent aujourd'hui en place à large échelle, c'est toute la profession de l'imprimerie qui est touchée. Là où les anciens

dent plus que quelques imprimeurs pour chaque sortie. Ces licenciements s'accompagnent pour ceux qui restent d'une importante déqualification. Et ceux qui, en vertu de l'accord cadre signé avec les patrons de la presse parisienne, ou de l'accord particulier signé après le conflit du *Parisien Libéré*, restent dans le Livre, c'est pour l'écrasante majorité des postes complètement déqualifiés, et des salaires très fortement amputés. Combien d'anciens rotativistes du *Parisien* se retrouvent aujourd'hui, après parfois 30 ans de service, à pousser des chariots aux Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, avec un salaire divisé par deux, et zéro d'ancienneté !

Strasbourg

FIN DU 37^e CONGRES MÉTALLURGIE CFDT

Le 37^e Congrès de la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT s'est terminé au milieu de la journée de dimanche, à Strasbourg. La journée de vendredi a été consacrée à la suite et à la fin des interventions sur le rapport d'orientation. Avant d'y

revenir plus dans le détail, citons l'intervention des syndicats de Saint-Nazaire, qui ont insisté sur la nécessité de la coordination des luttes, ceux de la sidérurgie lorraine qui ont exigé que la fédération accentue rapidement ses efforts dans la lutte contre

les mesures sclérotées de Stoléro. La question de la politique financière de la FGM a continué à être contestée par de nombreux syndicats (le Haut-Rhin, Valenciennes), Bordeaux a demandé pourquoi la FGM a refusé d'organiser un débat sur ce sujet, alors que la Charte financière n'était passée au précédent congrès qu'à 50 % et quelques voix !

L'UPSM (Paris) soulignait clairement que seule une lutte d'ensemble peut faire aboutir les revendications. Les journées nationales d'action ont continué à être violemment critiquées pour leur inefficacité. Chèreque, dans sa réponse aux interventions, n'a en fait pas répondu sur le fond, préférant attaquer les syndicats qui avaient présenté des amendements abordant des problèmes importants. Citant les amendements qui réclamaient la prise en compte du salaire uniforme, la question des comités de grève, Chèreque déclarait : « Nous préférons la démocratie à la médiocratie » !

Sur la question du manque de démocratie (préparation du congrès, question du choix des amendements), Chèreque, au nom du Conseil fédéral sortant, a adopté une attitude défensive et a déclaré « il faut balayer les interrogations, les malaises justifiés ou injustifiés qui existent donc dans la fédération ! A eu lieu ensuite le débat sur les amendements. Celui sur la question des conseils d'ateliers, demandant que ceux-ci soient « une structure composée de travailleurs élus et révocables », a recueilli un pourcentage de voix tellement important que la décision de la FGM de ne pas organiser un vote à bulletins secrets a soulevé un tollé important dans le congrès !

Nous reviendrons en détail sur ce débat important et sur les amendements acceptés par le congrès, ainsi que sur l'élection du conseil fédéral et les différents votes qui ont clôturé les travaux (notamment celui sur le rapport d'orientation).

RATP : pas de dépannages

La totalité des travailleurs du service de dépannage des autobus RATP sont en grève depuis une semaine, pour obtenir des négociations sur leurs revendications.

Nouvelle série de licenciements

● **Roanne** : Les A.R.C.T., Ateliers Roannais de Construction Textile, ont annoncé vendredi 175 licenciements.

● **ARDENNES** : Le Syndic de la fonderie COCHAUX, près de REVIN, dans les Ardennes, a annoncé samedi le licenciement de 106 travailleurs, sur les 237 que compte l'entreprise. Elle travaille en sous-traitance pour les grandes firmes automobiles.

● **NANTES** : 9 licenciements ont été décidés chez LANDRIN-CONSTRUCTION à Nantes. Les effectifs étaient déjà passés de 180 à 106.

● **SAVIEM-BLAINVILLE** : La direction de la Saviem à Blainville/Orne dans le Calvados, a confirmé officiellement au C.E. la « mise à la retraite » de 222 travailleurs de plus de 58 ans. Il est à peu près certain que ces licenciements ne sont pas les derniers.

● **AGACHE-WILLOT** : Lundi, la direction de l'usine de tissage de KRUTH (Haut-Rhin) devait confirmer le licenciement de 105 personnes. Tout près, à MASEVAUX, chez ISIDORE ANDRÉ, la procédure de licenciements est entamée contre 233 travailleurs.

Egoutiers parisiens Grève de soutien des éboueurs mercredi

Au cours du 8^e congrès de l'Union syndicale CGT des Services publics qui s'est clos en fin de semaine et où étaient présents les égoutiers en grève, un mouvement de soutien a été décidé pour leur lutte par les éboueurs parisiens. Mercredi, ceux-ci feront une grève du zèle du matin jusqu'au soir, ralentissent considérablement leur travail tout en étant sur les lieux. A chaque arrêt de travail des camions-bennes, un égoutier qui sera avec les éboueurs, distribuera des tracts de popularisation.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Achetez
le Quotidien
tous les jours
au même
kiosque

La crise de la sidérurgie occidentale

(4) Europe : Les difficultés d'une action commune

Au cours des années 75-76, l'Allemagne s'est opposée à toute mesure à l'échelle de l'Europe, profitant de leur supériorité dans la productivité, les maîtres de forge allemands ont cherché à consolider leurs positions. « Les frontières fermées, les prix minimaux fixés assez haut et les quotas de production contrôlés, on peut alors renoncer à ce que soient réalisés dans de nombreuses entreprises les efforts d'adaptation et de nationalisation indispensables que l'on a eu jusqu'ici ni l'intelligence, ni le courage d'entreprendre », s'insurgeait le chef du groupe Thyssen. Précisément, il demandait que soit laissé libre cours à la concurrence sur le terrain où les maîtres de forge allemands sont les plus forts : la modernisation et que soient impitoyablement éliminés les secteurs les moins rentables, ce qui ne pouvait que conduire à un renforcement de la prépondérance allemande au détriment de la France et de la Belgique qui réclamaient et impulsaient un plan anti-crise.

LES PLANS «ANTI-CRISES»

Lorsque finalement le plan anticrise dit « plan Davignon » fut adopté, le premier mai dernier, ce fut avec de nombreuses réticences. Ce plan fixait les quotas par entreprise en prévoyant que celles-ci ne tourneraient dans leur ensemble qu'à environ 75 % de leur capacité. Ensuite, un minimum de prix était fixé pour les « ronds à béton » de 20 % supérieur aux prix pratiqués auparavant, un prix indicatif supérieur de 10 à 15 % au prix du marché était fixé pour les autres produits, les importations extra-communautaires devaient être contrôlées. Enfin, la hausse des prix était censée permettre de financer une transformation de l'appareil de production.

Les heurts n'ont pas manqué dans l'application de ce plan, notamment du fait des aciers italiens. Les Bresciani comme on les nomme, ce sont vendus plusieurs mois à 20 ou 23 % au-dessous du prix fixé sur les marchés français et allemand, sous prétexte que les prix européens étaient nettement au-dessus des prix de revient. L'Italie a dû accepter en octobre de faire appliquer les prix européens par les usines de Brescia, après que la France eût menacé de les taxer.

C'est sur cet arrière-fond de concurrence acharnée que s'est mis en place le compromis politique qui débouche sur le second plan Davignon, qui doit

● L'une des raisons qui ont aggravé la crise de l'acier en Europe est qu'il existe un marché commun de l'acier, la CECA, qui fait du marché sidérurgique un marché largement ouvert, en l'absence des barrières douanières, ceci contrairement au marché japonais par exemple, sur lequel l'acier allemand est vendu à un prix égal au double du prix de livraison, pour autant, l'existence de cette structure commune n'a pas accéléré la mise en place d'une politique commune.

entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Il prévoit une nouvelle augmentation des prix minimums, un contrôle plus étroit des importations et l'obligation pour les importateurs de prendre des engagements quant aux prix qu'ils entendent pratiquer.

Mais surtout, il met en avant la nécessité d'une restructuration de la production : au cours de 1978 les membres de la CEE devront discuter d'un rapport en cours d'élaboration qui dressera un état de chaque entreprise et envisagera une transformation de la production européenne sur la base d'une réduction des capacités de production.

DES INTERPRETATIONS DIVERGENTES UNE CONSEQUENCE UNIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

Là va se situer une bataille importante : des pays comme la France, insistent dès à présent sur les premières mesures du plan, pour envisager à l'abri de celles-ci, leur restructuration. Des pays comme l'Allemagne, vont impulser les secondes qui ne peuvent que renforcer

leur poids relatif dans l'ensemble européen. Dans le compromis que représente les plans Davignon, chaque pays, notamment la France, l'Allemagne et l'Italie, cherche à s'assurer une position favorable dans la perspective des modifications à venir.

Au travers d'une concurrence brutale sur l'arrière fond du déclin de la sidérurgie occidentale et européenne, se met en place une politique sidérurgique européenne concertée. La prépondérance allemande sur le marché européen n'a pas été entamée par la crise. Les perspectives d'une restructuration à l'échelle de l'Europe ne peuvent que la raffermir.

Dans les mois à venir, dans toute l'Europe, les perspectives annoncées par le plan Davignon, comprennent un renforcement de l'orientation déjà prise depuis 1974 par les maîtres de forges : licenciements massifs du fait de la restructuration, augmentation des cadences pour la bataille de la productivité, blocage des salaires pour maintenir la concurrence.

FIN
G. CARRAT

USA : le déploiement de la bombe à neutrons

La Maison Blanche a démenti que Carter avait décidé de déployer la bombe à neutrons ainsi que l'a annoncé un article du *Washington Post*. Par contre, il n'a pas démenti que de très rudes discussions soient en cours au sein du gouvernement américain et du Conseil national de sécurité sur ce sujet.

Le *Washington Post* affirme qu'au cours d'une réunion secrète qui s'est déroulée la semaine dernière deux positions s'étaient affrontées. Un projet de faire la proposition aux Soviétiques d'intégrer l'arrêt de la production de la bombe à neutrons dans les négociations sur la réduction des forces en Europe a été rejeté par ceux qui désirent déployer la bombe aux neutrons tout de suite. Autrement dit dans un cas les Américains veulent utiliser la menace du déploiement de la bombe aux neutrons pour obtenir des

concessions soviétiques, dans l'autre, c'est directement la confrontation. Pour les deux hypothèses les Américains se préparent activement à le déployer en Allemagne en remplacement des fusées nucléaires de type ancien qui s'y trouvent. Dans les deux cas, c'est une course aux armements plus ou moins rapide qui matérialise les paroles de désarmement de Carter. Les Etats-Unis ont exercé des pressions brutales sur les pays de l'OTAN pour qu'ils acceptent le déploiement de cette arme en Europe. Leurs réticences ont conduit Carter à surseoir à la décision sur ce projet. Mais Braun, le ministre de la guerre a dit aux membres de l'OTAN que les USA tiendraient d'abord compte de l'avis des pays où la bombe doit être déployée. Il s'agit d'abord de l'Allemagne. Schmidt est d'accord.

Discours de Sadate

La réunion du Caire : une invitation pour Begin

Dans le discours qu'il a fait samedi, le président égyptien Sadate a tenté de justifier sa visite en Israël et les négociations avec l'État sioniste : « J'ai entrepris ce voyage pour briser le cercle vicieux dans lequel était enfermé le conflit israélo-arabe, pour engager un dialogue afin de faire taire le canon. »

Il a appelé à une réunion au Caire pour préparer la conférence de Genève « toutes les parties concernées », y compris Israël et les superpuissances. Il a violemment attaqué l'OLP, mettant en cause sa représentativité et tentant de l'opposer au peuple palestinien vivant dans les territoires occupés.

La proposition de Sadate a été immédiatement acceptée par Begin. Il est d'ailleurs pour le moment le seul à l'avoir acceptée : « Israël est prêt à des conversations bilatérales au Caire avec l'Égypte, si aucun autre partenaire ne se présente à la conférence préparatoire. » Ainsi, qu'il l'avoue ou non, Sadate s'est bien engagé dans un processus de paix séparée avec les sionistes. D'autre part, Begin a répété qu'il ne négocierait jamais en présence de l'OLP. Les milieux dirigeants sionistes se sont félicités des attaques de Sadate contre la Résistance palestinienne.

Pour le moment, aucun pays arabe n'a accepté la proposition de Sadate. La Syrie l'a rejetée, plusieurs gouvernements hostiles au président égyptien : Algérie, Lybie, Syrie, Sud-Yemen doivent se réunir jeudi à Tripoli. L'OLP doit également participer à cette réunion.

LA POSITION DE L'OLP

Alors que dans son discours, Sadate a lancé un appel aux maires de Cisjordanie pour qu'ils viennent au Caire, les maires des trois plus grandes villes de Cisjordanie, Naplouse, Ramallah et Tulkarem ont déclaré au cours d'une conférence de presse qu'ils refuseraient de se rendre à cette réunion et ont lancé un appel pour qu'aucune personnalité palestinienne n'accepte cette invitation.

Samedi, Azzedine Kaïak, représentant de l'OLP à Paris, a dit dans une déclaration faite à l'AFP : « Le peuple palestinien n'oubliera jamais les sacrifices consentis par le grand peuple frère égyptien. L'Égypte reste un pilier central du monde arabe. Mais nous attirons son attention sur les visées des États-Unis et d'Israël tendant à l'isoler du reste du monde arabe afin de le diviser et de frapper durement toute action unitaire contre l'hégémonie américaine et l'intransigeance israélienne. »

Tout le monde se rend compte que le problème palestinien est au cœur du conflit israélo-arabe. Mais aujourd'hui la question de la représentation palestinienne marque une étape décisive de la lutte de notre peuple. »

Zimbabwe : le Front Patriotique dénonce la dernière manœuvre de Smith

Par une déclaration faite en Zambie, le Front Patriotique a dénoncé les dernières manœuvres de Smith consistant à proposer le « suffrage universel ». Le Front a déclaré : « Nous ne nous battons pas pour le principe « un homme, une voix » mais pour l'indépendance dont la seule garantie est l'intensification de la lutte armée. »

Comme prévu, après le chef tribal Chizau, Sithole et Muzorewa ont accepté les propositions de collaboration de Smith.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LA SITUATION INTENABLE DE SADATE

● La nature de classe du régime de Sadate le pousse à compter avant tout sur les capitaux étrangers pour le développement de l'Égypte, et à renoncer à toute guerre faisant appel largement à l'initiative des masses. Mais l'état de guerre latent ou de « ni guerre, ni paix » qui contraint le régime égyptien à investir dans les préparatifs de guerre, entre en contradiction avec ses projets économiques. En même temps que cette situation de « ni guerre ni paix » est contestée par les masses et nuit

Au cours des trois mois suivant l'arrestation des dirigeants pro-nassériens (le 15 mai 71), Sadate devait aller d'échec en échec dans sa tentative de gagner les masses et de faire passer la « libéralisation » qu'il entreprenait pour des mesures révolutionnaires.

Sadate voulant faire endosser au peuple tout entier le remplacement des cadres de l'Union socialiste arabe (chaque égyptien est d'office membre du parti unique) par ses hommes, organise des élections. Chaque cellule a, en principe, le droit de désigner ses candidats. Contre toute attente, le peuple fait usage de ce droit et propose ses candidats contre les listes toutes préparées que Sadate veut imposer. Ce sont alors des révoltes dans les villages, des grèves sur le tas, des émeutes que la police réprime en ouvrant le feu.

Au mois d'août 71, ce sont les ouvriers d'une usine militaire de Hérouan qui entrent en grève, séquestrent la direction, puis reprennent la production pour ne pas entraver l'effort de guerre. Ils sont soutenus par tous les ouvriers de Hérouan et par la population.

Sadate avait fixé le 31 décembre comme dernier délai pour reprendre l'offensive contre Israël si rien ne s'était passé d'ici là. Le 13 janvier 1972, le discours qu'il fait pour expliquer pourquoi « l'année de décision » s'est terminée sans qu'un coup de feu n'ait été tiré sur le front du canal est la dernière goutte qui fait déborder le vase. C'est alors la révolte des étudiants qui refusent la fausse alternative : guerre classique, donc suicidaire, ou recherche d'une solution de capitulation.

LA GUERRE D'OCTOBRE 73

Dans ce contexte, la guerre patriotique d'Octobre correspond à la double exigence de répondre à la volonté populaire, et avec le renforcement des positions arabes, d'avancer dans le règlement négocié.

Les masses arabes ont espéré qu'Octobre 73 pouvait inaugurer le Vietnam des peuples arabes. Pour les bourgeoisies arabes, il s'agissait d'un engagement limité qui devait permettre de mettre fin à la situation de « ni guerre ni paix » et établir une position de force pour négocier.

LAPOLITIQUE DEL'INFITAH (OUVERTURE) ET SES CONTRADICTIONS

Mais les espoirs mis par

de ce fait au consensus désiré par Sadate : car ce sont les masses qui supportent le poids des sacrifices pour une hypothétique guerre de libération, sans que celle-ci soit mise à l'ordre du jour, alors qu'elles veulent la libération effective des terres occupées. D'où la volonté de Sadate de mettre fin au plus vite à l'impasse dans laquelle il se trouve, même au prix des intérêts fondamentaux des peuples arabes.



Sadate en direct du Parlement sioniste : un geste de capitulation qui risque d'accroître ses difficultés en Égypte.

Sadate dans la « libéralisation » ont été pour une grande part déçus. Du point de vue économique, on estime généralement que les revenus du Canal de Suez seront absorbés pendant longtemps par son réaménagement. Les prêts obtenus de la Banque Mondiale à un taux d'intérêt de 8 % (50 millions de dollars pour le Canal et 40 millions pour les cimenteries de Thora) sont assortis de conditions qui obligent le gouvernement égyptien à suivre une politique précise conforme à celle de la Banque Mondiale. Ce n'est qu'un exemple.

Le produit national de l'Égypte ne couvre pas les deux tiers des besoins du pays. En 76, l'Égypte a importé pour 2 000 millions de livres égyptiennes et a exporté pour 800 millions de livres égyptiennes. En 1975, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 2 596 millions de livres égyptiennes alors que le déficit n'avait pas dépassé 200 millions de livres égyptiennes entre 67 et 72. Il est admis aujourd'hui que l'« Infitah » accélère la tendance à ce déficit chronique.

Le déficit budgétaire pour 76 a été de trois milliards de dollars, soit plus de 20 % du revenu national. La croissance économique n'est que de 2 % alors que la croissance démographique atteint 2,5 %. 33 % du revenu national brut (en 1975) sont consacrés aux dépenses militaires, alors que sous Nasser celles-ci n'ont pas dépassé 12 %.

Avec 14 milliards de dollars de dettes, l'Égypte est le pays le plus endetté du monde. Depuis 73, l'Égypte a reçu une aide internationale de plus de 35 milliards de francs, ce qui lui a permis d'éviter la

banqueroute. L'« Infitah », sans résoudre aucun problème, a de plus introduit en Égypte les plaies du capitalisme occidental, principalement une inflation de l'ordre de 25 % par an.

L'existence d'un secteur public majoritaire (75 %) et la politique de renforcement d'un secteur privé créent de nouvelles contradictions que la faiblesse de l'économie égyptienne ne permet pas de résoudre (outre le fait que de nouvelles couches bourgeoises et petites bourgeoises sont liées au secteur d'État).

UN CERCLE VICIEUX

Pour avancer dans sa politique d'ouverture, et attirer les capitaux qui ne sont pas venus aussi massivement que prévu, la garantie formelle de non-nationalisation ne suffit pas. Sadate a besoin d'un consensus dans le pays, pour assurer la stabilité de son régime, et assurer sur la base de cette image de la « stabilité », la venue des capitaux occidentaux. Sinon ces capitaux ne s'investissent pas en Égypte et les Américains ne trouvent pas de garantie suffisante du côté de l'Égypte, ne chercheront pas à obtenir des concessions d'Israël. Pour obtenir ce consensus, il faut pour Sadate améliorer quelque peu les conditions de vie du peuple, mais il ne peut compter que sur les capitaux étrangers pour faire décoller l'économie. Ainsi, il tourne en rond.

L'autre moyen d'obtenir le consensus populaire serait de s'engager dans une nouvelle guerre. Mais là aussi, Sadate est dans une situation intenable. Son armée dépend des livraisons d'armes étrangères. Ce qui, au lendemain

de 72, continue à subordonner l'appui qu'il peut recevoir pour une guerre classique, aux intérêts de l'URSS (les Américains se retrouvant aux côtés d'Israël), ce qui ramènerait l'Égypte à la situation d'avant la guerre d'octobre 73. D'autre part, Sadate ne peut, pas plus que Nasser, permettre au peuple égyptien d'engager une guerre populaire.

Aussi Sadate est pressé d'obtenir des concessions d'Israël, même au prix de l'abandon des positions arabes. Mais Israël n'a pas montré jusqu'ici qu'il s'engageait sur cette voie. Même si c'était le cas, les concessions d'Israël ne sont qu'une condition pour avancer dans la voie de la solution pacifique de capitulation. L'autre condition est que Russes et Américains s'entendent sur une formule quelconque. Sinon, avec le droit de veto dont elles disposent à l'ONU, l'une et l'autre super-puissance ont les moyens de bloquer un règlement qui ne les arrange pas.

Pendant ce temps, les problèmes de l'Égypte s'aggravent. Le mouvement des masses ne trouve pas encore une direction. Mais il n'en pèse pas moins sur la situation. Après le pas marquant qu'il vient de faire vers la capitulation, Sadate, s'il n'obtient pas des résultats concrets et substantiels, et rien n'indique qu'il en soit ainsi, risque de voir la situation en Égypte basculer dans un sens qui lui serait défavorable.

Sonia SASSOUN

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 28 novembre

- TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'avenir du futur, Traitement de choc. Film d'Alain Jessua (1972).
21 h 55 - Débat : Vivrons-nous plus longtemps demain ?
- A 2
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Chow Ching Lie. Chow Ching Lie mariée par force dans la Chine féodale à l'âge de 13 ans a vécu les contraintes de l'ancienne Chine. Venue, à 26 ans en France, elle raconte dans Le Palanquin des larmes sa vie.
22 h 45 - Bande à part : quelque part... ailleurs. Colette Piet, avocate, parle de la justice et de son expérience d'avocate.
23 h 15 - Journal et fin
- FR 3
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 30 - Madame Croque-maris. Film de Jack Lee Thompson (1964)

Mardi 29 novembre

- TF 1
18 h 00 - A la bonne heure : le marché de l'angoisse
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Un mystère par jour
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'irréel : Rembrandt. Journal de voyage avec André Malraux, à la recherche des arts du monde entier : Promenades imaginaires en Hollande.
21 h 30 - Lettres d'un bout du monde : l'Espagne. Série de quatre émissions de Jean-Émile Jeannesson. N° 2 : Divorce à l'Espagnole. Une Espagnole parle de la condition des femmes en Espagne et de leurs luttes.
22 h 25 - Le livre du mois
23 h 40 - Journal et fin
- A 2
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les Français et les partis politiques. Un échantillon de 60 Français face aux représentants de six partis bourgeois.
23 h 30 - Journal et fin.
- FR 3
19 h 40 - Tribune libre : le mouvement écologique
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le jugement des flèches. Film de Samuel Fuller (1956). Avec Rod Steiger. Samuel Fuller a réalisé là un de ses meilleurs films. Il y fait preuve d'une grande maîtrise technique. Mais ce film fait l'apologie de la nation américaine et commet l'imposture de présenter les Indiens comme adhérant librement à l'Etat U.S.
22 h 00 - Journal et fin

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Congrès du Syndicat de la Magistrature

LE TERRORISME :
THEME DU CONGRÈS

Les congressistes étaient moins nombreux que les années précédentes, plus critiques vis-à-vis du bureau. Ce Xème congrès ne s'est pas terminé dans l'enthousiasme, mais dans une certaine morosité.

Certes, le bureau a obtenu un vote positif sur son rapport : 129 voix «pour», 66 abstentions et 25 «contre». Ce vote traduit mal cependant la crise de confiance qui traverse actuellement le Syndicat de la Magistrature, dix ans après sa création. La confiance fut renouvelée, mais du bout des lèvres, et parce qu'il y avait de la part de beaucoup la crainte de provoquer une crise grave en ne votant pas la confiance au bureau actuel.

Le S.M. traverse, semble-t-il, une crise de croissance et s'interroge sur son avenir, sur sa pratique, sur ses méthodes de travail. Le bureau actuel a été mis en cause, il a porté le poids des interrogations qui traversent le syndicat, car il n'a pas répondu à toutes les espérances dont il était porteur l'an dernier lorsqu'il fut élu. Mais faut-il l'accabler ? Il n'a pas moins fait que les précédents, il a même donné un commencement d'impulsion à une vie régionale du Syndicat : dans le Nord, en Norman-

die... Pourtant les sections locales n'ont pas de vie propre. En-dehors de quelques grands moments de mobilisation dans l'année pour des affaires exceptionnelles, la seule activité du S.M. est celle de son bureau qui semble coupé des militants. Dimanche, les militants s'en sont plaints mais on n'a pas vu apparaître de propositions pour changer cet état de fait. Le bureau, conscient de la crise actuelle a un an devant lui pour tenter d'y remédier.

En fait, ce X^e Congrès a été marqué par le débat sur le terrorisme et la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques. L'affaire Croissant était dans tous les esprits. L'unanimité apparaissait sur les dangers qui pèsent actuellement sur les libertés et la lutte que cela nécessite. Des divergences existaient par contre sur l'opportunité de condamner le terrorisme à ce Congrès. Le bureau proposait qu'il le soit, Louis Joinet, ancien président, intervint pour dire que le S.M. n'avait pas à s'engager dans cette voie, que ce n'était pas son rôle et que s'il condamnait le terrorisme de la R.A.F., il devrait apporter son soutien à la lutte du Front Polisario et aux luttes justes.

Cependant, la majorité des congressistes d'accord pour dire qu'une condamnation du terrorisme en

général n'avait aucun sens, affirmant également qu'il existe des formes de lutte violente légitimes devant considérer qu'il fallait apporter une condamnation motivée du terrorisme de la R.A.F., parce qu'il est dangereux pour les libertés démocratiques. Cette position est fortement inspirée de celle qui fut présentée par Senese, membre du mouvement italien *Magistratura Democratica* qui fit une intervention intéres-

sante sur le terrorisme en Italie.

Bien entendu, le S.M. a rappelé son opposition à toute législation d'exception, à toute atteinte aux libertés et à l'extradition en matière politique.

Le thème du Congrès «l'enjeu judiciaire» était bien loin, la discussion sur ce point a été renvoyée à une date ultérieure.

Serge LIVET

Le comité de défense
contre la centrale
nucléaire Saint Maurice
Saint-Alban (Isère)
communiqué :

ATTENTION - DANGER - STOP -
LE CLOWN ATOMIQUE
BIENTÔT PARMIS NOUS - STOP

Jean Kergrist en effet viendra présenter
«LA CENTRALE BALADEUSE»
à Chavanay, le 1^{er} décembre

Spectacle drôle, basé sur le rire, rire sain, rire décapant. Par ses clowneries, Kergrist démasque les bonimenteurs qui voudraient faire prendre un «site nucléaire» pour une piscine chauffée.

A la fin, il vient animer le débat suscité par son spectacle.

- Aux Roches-de-Condrieu, le 2 décembre
- Et à Roussillon, le 3 décembre,

Kergrist jouera son dernier spectacle :
«LA FIÈVRE ACHETEUSE»

qui prolonge et complète le premier.

Son propos est de montrer quel ordre social on nous prépare sous couvert de progrès.

Et l'acier fut trempé

4^e épisode

Nicolas OSTROVSKI

Le jeune Pavel (Pavka) Kortchaguine vient de se faire renvoyer de l'école par le pope qui l'a trouvé trop impertinent. Finie l'école, Pavel se fait embaucher au buffet de la gare de sa ville.

Troublé à son tour, il questionna :

— Artem est donc de retour ?

— Depuis hier soir. Il restera ici et travaillera au dépôt.

Pas très rassuré, Pavka ouvrit la porte.

L'homme à la stature herculéenne qui était assis à table, le dos vers Pavka, se retourna et darda sur le garçon un regard sévère de sous ses épais sourcils noirs.

— Tiens, le voilà, notre amateur de tabac. Avance un peu. Bonjour.

L'entretien avec le frère aîné, qu'il redoutait un peu, ne disait à Pavka rien qui vaille. «Artem sait tout. Qu'est-ce que je vais entendre et qu'est-ce qu'il va me passer !»

Mais Artem ne manifestait nullement l'intention de le battre. Assis sur son tabouret, les coudes appuyés derrière lui sur la table, il se contentait de le fixer. Comme il était obsédant ce regard ! Simplement moqueur, ou méprisant ?

Si j'ai bien saisi, dit Artem, te voilà parvenu au terme de tes études, université comprise. Tu

possèdes à fond toutes les sciences et peux te consacrer désormais à l'eau de vaisselle.

Pavka fixait une lame du plancher toute fendillée, détaillant une tête de clou qui faisait saillie. Mais Artem se leva de table et passa dans la cuisine.

« Cette fois, je crois bien que je m'en tire sans correction », se dit Pavka avec soulagement.

Plus tard, alors que tous les trois buvaient le thé, Pavka, en réponse aux questions calmées de son frère, raconta en détail les péripéties de son aventure.

— Que deviendras-tu ? dit tristement la mère : si jeune, et déjà un tel voyou. Que ferons-nous de toi ? A qui ressembles-tu dans la famille ? Mon Dieu, que de misères m'a déjà causées cet enfant !...

— Ecoute, frangin, dit Artem en repoussant sa tasse vide, pour ce qui est arrivé, n'en parlons plus. Mais, à l'avenir, surveille-toi. Au travail, plus de blagues. Fais ton boulot. Si t'es encore balancé, je me charge de te caresser les côtes, à ma façon. Retiens ça une fois pour toutes. Tu as assez causé d'ennuis à la mère. Partout où tu vas, tu déclenches des histoires. Il est temps d'en finir. Dans un an je demanderai qu'on te prenne au dépôt. Ce n'est pas dans ton eau de vaisselle que tu deviendras jamais un homme. Il faut apprendre un métier. T'es encore jeune, mais

d'ici un an, je pense pouvoir te faire entrer. Quant à moi, j'ai obtenu mon transfert : je travaillerai ici. Notre mère cesse son service. Faut plus qu'elle plie l'échine devant n'importe quelle canaille. Mais toi, Pavka, ouvre l'œil. Sois un homme.

Il se leva, étira sa taille de géant, passa son veston accroché au dossier d'une chaise et lança à la mère :

— J'ai à faire pour une petite heure.

Il se courba pour passer la porte. Il était déjà dans la cour quand Pavka l'entendit dire par la fenêtre :

— Je t'ai apporté des bottes et un canif. Maman te les donnera.

Au buffet de la gare, ni jour, ni nuit, le commerce ne chômait.

Le nœud ferroviaire était à l'intersection de six lignes. Toujours bondée, la gare se calmait à peine la nuit, pendant deux, trois heures, entre deux trains. Par centaines, des convois militaires entiers s'y croisaient et divergeaient en tous sens. En provenance et à destination du front. De «là-bas» surgissaient des êtres mutilés, déchiquetés. Vers «là-bas» était dirigée de la chair fraîche, anonyme sous les capotes grises.

Depuis deux ans, Pavka travaillait. Les murs de l'office et de la cuisine étaient devenus les limites de son univers. Dans l'énorme cuisine en sous-sol plus de vingt personnes s'agitaient févreusement. Dix serveurs faisaient la navette entre le buffet et les fourneaux.

A SUIVRE

SAMIZDAT САМИЗДАТА

«Le droit de juger en URSS est réservé aux organes du KGB et aux comités du parti»

LA LOI DES NOUVEAUX TSARS

● Nous terminons aujourd'hui la publication de très larges extraits de la lettre de condamnation de la nouvelle Constitution soviétique adressée au Bureau politique du PCUS, signée de douze dissidents et diffusée par le Samizdat. Ils y dénoncent un système judiciaire complètement inféodé au KGB et au PCUS. A l'heure où le Kremlin annonce l'ouverture imminente de nouveaux procès d'opposants, ces dénonciations prennent une résonance particulièrement aiguë.

Les auteurs de cette lettre proposent à la fin un processus pour élaborer démocratiquement une nouvelle Constitution : il présuppose l'amnistie de tous les prisonniers politiques, le droit de libre expression de critique du projet, l'élection d'une Assemblée Constituante.

Le projet de Constitution laisse à prévoir que le système judiciaire existant gardera toute sa force. Ce système est antidémocratique.

Une justice tsariste du XIX^e siècle

«La justice de première instance est basée sur les principes de la justice tsariste réactionnaire du 19^e siècle : elle repose sur un juge et deux représentants de l'ordre (nous disons aujourd'hui deux «assesseurs du peuple») qui jouissent formellement des mêmes droits que le juge. V.I. Lénine, à son époque, avait montré de façon convaincante qu'il ne pouvait y avoir de réelle égalité entre le juge professionnel et des gens participant de façon occasionnelle aux débats. L'expérience historique montre que les seules conditions démocratiques sont celles d'un jugement en présence de jurés sous serment, devant lesquels le juge conclut la procédure, mais qui prennent la décision indépendamment du juge.

L'absence de jurés n'est pas la seule tare de notre système judiciaire.

«Sur instruction du KGB»

En premier lieu, le citoyen soviétique ne peut pas toujours se défendre devant un tribunal. Ainsi des conflits entre des dirigeants d'entreprise ou d'établissement et certaines catégories de travailleurs (les travailleurs scientifiques, les étudiants, etc.) ne relèvent pas de la cour de justice, mais de services supérieurs qui se laissent proprement guider par des instructions souvent illégales.

Quant à l'indépendance de la justice, ce n'est qu'une fiction. Ce n'est pas sans raison que les gens paraphrasent ironiquement l'article 112 de l'ancienne Constitution : *Les juges sont indépendants et ne sont subordonnés*

qu'au... comité de Parti». L'article 112 de l'ancienne constitution stipulait : «Les juges sont indépendants et n'obéissent qu'à la loi» (NDLR).

Et effectivement, un juge, pour avoir pris une décision déplaisant aux supérieurs, peut être soit exclu du parti, soit même peut perdre son travail. C'est pourquoi, en règle générale, les juges, (particulièrement dans les procès politiques) préfèrent recevoir auparavant des instructions strictes et les appliquer plutôt que de risquer d'agir contre les directives. De toute façon, dans un procès, ni le juge ni ses assesseurs, ni le procureur, ni l'avocat ne peuvent être indépendants, si c'est le KGB qui «donne l'autorisation» d'y participer.

La falsification des procès

Même le droit à la défense n'est pas garanti dans la justice soviétique. A cause de l'impossibilité de choisir un avocat (toujours «l'autorisation») de la non-participation de l'avocat à l'instruction, de la récusation illégale (sur instruction toujours du KGB) des témoins de la défense, et de beaucoup d'autres choses encore. L'instruction se prolonge souvent de nombreux mois pendant lesquels le prévenu reste sans assistance juridique, et aucun recours n'existe contre cet état de fait. Pendant l'instruction, l'interné est privé de visite, on lui restreint même sa correspondance. Bien que, juridiquement, il ne soit pas condamné, cette situation crée des conditions avantageuses pour falsifier la réalité, ou tout simplement pour faire de lourdes erreurs judiciaires. Il est de notoriété publique que les procès se déroulent dans le secret, sans aucune publicité. On dit bien dans les verdicts que «l'affaire a été examinée en séance publique», dans la réalité, la séance est à huis clos. Longtemps avant le début du procès, la salle est remplie d'agents du KGB pour lesquels ce passe-temps compte comme temps de travail. Pour

Evidemment, il serait idéaliste de croire que ces propositions puissent être acceptées, même en partie, par Brejnev et sa clique. Mais ces propositions mettent très nettement en lumière le caractère fasciste du pouvoir soviétique, qui ne saurait même accepter un processus qui ne dépasse pas le cadre de la démocratie bourgeoise.

Dans la réalité, la Constitution a été adoptée comme prévu, au moment du 60^e anniversaire d'Octobre, et après une mascarade de débat. Le dernier discours était à peine fini que les nouveaux procès s'annonçaient. Les propositions des dissidents ne font alors que mieux faire ressortir la réalité de l'oppression et de la dictature fascistes.

Joëlle FECLAZ



Opposants soviétiques embarqués par le KGB

les parents et amis, ou simplement pour les citoyens qui veulent assister au procès «il n'y a plus de place».

En dernier lieu, il faut noter que le projet ne prévoit pas de cour constitutionnelle, alors que les tribunaux ordinaires ne sont pas compétents pour les affaires d'interprétation de la Constitution.

Cette situation est tout à fait insupportable. Les chapitres 20 (les tribunaux et l'arbitrage) et 21 (le parquet) devraient être réécrits. La justice doit être réformée selon le principe des tribunaux de jury. La Constitution devrait prévoir une véritable garantie d'indépendance du juge, des jurés et des avocats, avant tout à l'égard du KGB, des organes d'Etat et des organisations du parti. On devrait accorder au prévenu le droit, sans limite, de choisir sa défense et une aide juridique dès le premier jour de l'instruction. L'accès du public à l'audience devrait être réel et non fictif, sous la responsabilité du juge.

réponses positives, l'autre pour ceux qui désapprouvent et critiquent. A la radio et à la télévision, un temps égal devra être également consacré aux approbations et aux critiques.

Il ne faut pas passer sous silence les critiques ou en faire peu apparaître. Il faut commencer à les publier et faire savoir qu'elles n'entraîneront pas de poursuite. Alors, il en apparaîtra beaucoup.

2 — Si d'autres projets de Constitution apparaissent, basés sur l'actuel projet ou totalement nouveaux, il convient de les publier et de les discuter.

3 — Il ne faut pas lier l'adoption de la Constitution au jubilé des 60 ans d'Octobre, et continuer le débat jusqu'à la fin de l'année en cours. La participation de tout le peuple à l'élaboration d'une Constitution réellement démocratique sera le plus beau cadeau pour ce 60^e anniversaire d'octobre.

4 — Pour garantir une critique sans crainte, nous proposons au présidium du Soviet suprême :

a) d'annoncer une amnistie générale des prisonniers politiques, b) de publier une loi interdisant toute contrainte sur des interventions critiquant le projet de Constitution... de fixer des contraintes pénales pour infraction à cette interdiction.

5 — A la fin du débat, annoncer les élections à l'Assemblée Constituante qui, après avoir débattu et mis aux voix tous les projets proposés, devra finalement élaborer la Constitution, la proposer à un référendum au suffrage universel, organiser et réaliser le scrutin d'adoption de la nouvelle Constitution.

C'est la seule façon de garantir une Constitution réellement démocratique pour notre pays.

Viatcheslav Baklino
Tatiana Vielikapova
Einaïda Grigorenko
Piotr Grigorenko
Orion Kvatchievski
Alexandre Lovout
Raïssa Lert
Valentin Tourtchine
Gleb Iakouïnine
Larissa Polonektova
Irina Kailoune
Rostislav Galieoukine

Moscou, le 29 juin 1977

Comment garantir l'élaboration d'une constitution démocratique ?

Nous proposons d'adopter une résolution réglementant le débat et le processus d'élaboration, d'adoption et de ratification de la Constitution. Nous proposons ce qui suit.

1 — Les interventions pour soutenir ou critiquer le projet ou des points isolés du projet **seront publiées de la même façon**. Au cours de toute la période de discussion, chaque journal devra consacrer à ce débat une place déterminée : une moitié pour les

Traduction effectuée par Le Quotidien du Peuple.

Les sous-titres sont de la rédaction.